

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AAPI
OFFICIELLEMENT INSTALLÉ

Accélérer l'investissement productif

Le gouvernement poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de relance de l'investissement productif à travers le renforcement des mécanismes institutionnels chargés de l'accompagnement des porteurs de projets. Président, hier à Alger, la cérémonie d'installation du Conseil d'administration de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réaffirmé l'ambition des pouvoirs publics de concrétiser 20.000 projets d'investissement à l'horizon 2029. P 3



RÉUNION BANQUE
D'ALGÉRIE-BANQUES
COMMERCIALES
**Cap sur l'inclusion
financière et la
modernisation du
système bancaire**

La modernisation du système bancaire national, l'accélération de l'inclusion financière et le développement des moyens de paiement électroniques ont été au cœur d'une réunion périodique présidée par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, avec les dirigeants de l'ensemble des banques commerciales de la place.

P 2

FACE À LA TAXE CARBONE
EUROPÉENNE
**L'Algérie sort la
carte de l'acier vert**

Au-delà de l'exportation d'électricité verte ou d'hydrogène renouvelable, l'Algérie entend désormais transformer localement ses ressources naturelles grâce aux énergies propres afin de conquérir les marchés européens engagés dans la décarbonation de leurs économies. Au cœur de cette stratégie figure une filière appelée à jouer un rôle majeur : l'acier vert.

P 5

SAISON ESTIVALE 2026
**L'État mobilise plus
de 11 milliards de DA**

C'est parti ! Le coup d'envoi de la saison estivale 2026 a été donné officiellement depuis la wilaya de Tizi Ouzou. À cette occasion, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a mis en avant l'important dispositif déployé par les pouvoirs publics pour assurer les meilleures conditions d'accueil, de sécurité et de confort aux estivants, illustrant ainsi la volonté de l'État de faire du tourisme intérieur un véritable moteur de développement économique et social.

P 3

SOUS-TRAITANCE LOCALE
**Des constructeurs
internationaux prospectent
le marché algérien** P 2

LE « CLUB ENERGY » ORGANISE UNE
TABLE RONDE LE 20 JUIN À ALGER
**La consommation énergétique
au cœur des débats** P 5

COOPÉRATION
**Le ministre de la Santé reçoit
la directrice du CIRC** P 16

MEILLEURE OFFRE DE RESTAURATION EN EUROPE

Turkish Airlines remporte le prix APEX 2026 pour la cinquième fois

Turkish Airlines, la compagnie aérienne desservant le plus grand nombre de pays au monde a reçu le prix de la « Meilleure offre de restauration en Europe » dans le cadre des APEX (Airline Passenger Experience Association) Best Airline Awards 2026. Récompensée pour la cinquième fois, la compagnie nationale turque a une nouvelle fois démontré son engagement en faveur d'une restauration à bord d'exception et son dévouement à la satisfaction de ses passagers. Le prix a été remis lors de la cérémonie des APEX Awards qui s'est tenue le 10 juin à Dublin, en Irlande, dans le cadre du « Future Travel Experience EMEA, Ancillary & Retailing Event ». Les lauréats des APEX Awards 2026 ont été attribués sur la base d'évaluations impartiales, anonymes et vérifiées, recueillies en partenariat avec TripIt® by Concur®, l'une des applications de planification de voyages les plus utilisées au monde. Au cours de la période d'évaluation 2026, plus d'un million de vols opérés par plus de 600 compagnies aériennes à travers le monde ont été notés par les passagers selon un système de cinq étoiles. Les voyageurs ont ainsi pu partager facilement et rapidement leurs avis dans cinq catégories : le confort du siège, le service en cabine, la restauration et les boissons, le divertissement à bord et la connexion Wi-Fi.

RÉUNION BANQUE D'ALGÉRIE-BANQUES COMMERCIALES

Cap sur l'inclusion financière et la modernisation du système bancaire

La modernisation du système bancaire national, l'accélération de l'inclusion financière et le développement des moyens de paiement électroniques ont été au cœur d'une réunion périodique présidée par le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, avec les dirigeants de l'ensemble des banques commerciales de la place.

Par S. R.

Cette rencontre de haut niveau, qui a également réuni les vice-gouverneurs ainsi que plusieurs hauts cadres de l'institution monétaire, s'inscrit dans le cadre du dialogue régulier engagé par la Banque d'Algérie avec les acteurs du secteur bancaire afin d'évaluer les performances du système financier national et de définir les priorités de son évolution. Les échanges ont porté sur plusieurs dossiers stratégiques, notamment le bilan de l'activité bancaire, l'impact des mesures de politique monétaire récemment mises en œuvre, les avancées en matière d'inclusion financière ainsi que les perspectives de développement de la monétique et des services financiers numériques.

À cette occasion, le Gouverneur a présenté un état des lieux du secteur bancaire, faisant ressortir une consolidation de la collecte des ressources ainsi qu'une poursuite des efforts de financement de l'économie nationale. Selon la Banque d'Algérie, les indicateurs du secteur témoignent d'une dynamique positive qui permet aux établissements bancaires d'accompagner les besoins de financement des entreprises et des projets produc-

tifs. Mohammed Lamine Lebbou a également rappelé que les mesures de politique monétaire adoptées par la Banque d'Algérie visent à préserver les équilibres macroéconomiques tout en maintenant des conditions favorables au financement de l'activité économique. « Nos interventions sont calibrées de manière à assurer la stabilité des prix tout en préservant les capacités de financement de l'économie nationale », a souligné le Gouverneur, réaffirmant l'engagement de l'institution à soutenir la production locale et à consolider la stabilité financière.

Une large partie de la réunion a toutefois été consacrée aux enjeux de modernisation du secteur bancaire. La Banque d'Algérie considère désormais la transformation numérique comme un levier essentiel pour améliorer l'accès des citoyens et des entreprises aux services financiers. Dans ce cadre, Mohammed Lamine Lebbou a insisté sur la nécessité d'accélérer la digitalisation des services bancaires et de poursuivre la modernisation des systèmes de paiement. « La transformation digitale constitue aujourd'hui un facteur déterminant pour élargir l'inclusion financière et rapprocher davantage les services bancaires des citoyens », a-t-il indiqué. Le Gouverneur a également ap-

pelé les banques commerciales à intensifier leurs efforts en matière d'innovation et de proximité. Il a notamment insisté sur l'importance de diversifier les produits proposés à la clientèle, d'améliorer la qualité des services et de développer des solutions adaptées aux besoins des particuliers, des professionnels et des entreprises sur l'ensemble du territoire national.

Cette orientation s'inscrit dans la volonté des autorités monétaires d'élargir le taux de bancarisation et de favoriser une meilleure intégration des acteurs économiques dans le circuit financier formel. Le développement de la monétique et des moyens de paiement électroniques figure ainsi parmi les principaux leviers identifiés pour atteindre cet objectif. Au terme de la réunion, le Gouverneur de la Banque d'Algérie a réaffirmé le caractère stratégique des réformes engagées dans le secteur. « La modernisation du système bancaire et le renforcement de l'inclusion financière demeurent des priorités majeures pour notre institution », a-t-il déclaré, estimant que ces transformations constituent des conditions essentielles pour renforcer la résilience du système financier et accompagner le développement économique du pays.

ENTREPRENEURIAT

L'ANGEM organise une rencontre sur la protection des données à caractère personnel

La protection des données à caractère personnel a été au centre d'une rencontre organisée, dimanche à Alger, par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), en coordination avec l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), et avec la participation d'Algérie Poste, indique un communiqué de l'Agence. Cette rencontre, qui vise à promouvoir la culture du respect des dispositions légales et réglementaires liées au traitement de l'information et à accompagner les exigences de la trans-

formation numérique et de la modernisation de la gestion administrative, a été l'occasion de renforcer les connaissances des participants, leur permettant de maîtriser les différents aspects juridiques, réglementaires et pratiques de la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel. Dans une allocution prononcée à cette occasion, la directrice générale de l'agence, Souad Bendjemil, a sou-

ligné que la protection des données à caractère personnel est devenue l'un des piliers fondamentaux d'une gestion moderne fondée sur la confiance, la transparence et le respect des droits des individus, notamment à la lumière de l'évolution effrénée des systèmes numériques et le recours croissant aux solutions électroniques dans la prestation des services publics. Compte tenu de la nature de ses activités et de son rôle dans l'accompagnement des porteurs de micro-projets ainsi que dans le soutien à l'inser-

tion économique et sociale, l'ANGEM traite un volume important de données à caractère personnel concernant les demandeurs de financement et les bénéficiaires de ses dispositifs, a-t-elle ajouté, soulignant que la protection de ces données constitue une responsabilité légale et professionnelle qui impose l'adoption des meilleures pratiques pour garantir la sécurité des informations et la préservation de la vie privée des citoyens.

APS

SOUS-TRAITANCE LOCALE

Des constructeurs internationaux prospectent le marché algérien

Par Reda H.

La wilaya d'Oran accueille, durant le mois de juin en cours, des délégations représentant plusieurs constructeurs automobiles de marques internationales, qui effectuent des visites de terrain au sein d'unités de production locales afin d'explorer les opportunités de partenariat et de développer le réseau de sous-traitance dans le domaine de la fabrication de pièces de rechange et de composants, a indiqué le président de la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest, M. Rachid Bekhchi. Dans une déclaration à l'APS, M. Bekhchi a précisé que la wilaya a enregistré, ces der-

niers jours, la visite d'une délégation relevant d'un constructeur automobile, tandis qu'une autre délégation est attendue aujourd'hui, dimanche. D'autres visites similaires sont également programmées au cours des jours à venir. Il a souligné que ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à mettre en relation les entreprises industrielles algériennes avec les constructeurs internationaux et à renforcer leur intégration dans les chaînes de production. Selon le même responsable, ces visites permettent aux opérateurs étrangers de prendre connaissance, de près, des capacités de production des entreprises locales et de leur degré de préparation pour répondre aux exigences de l'industrie

automobile moderne, notamment dans le domaine de la fabrication de pièces et de composants à forte valeur ajoutée. M. Bekhchi a également relevé l'intérêt croissant manifesté par différentes marques automobiles internationales pour l'Algérie, qui s'affirme de plus en plus comme une destination industrielle capable d'accueillir des activités de production et des projets de partenariat. C'est dans cette dynamique que la Chambre de commerce allemande (AHK Algérie) a annoncé l'arrivée à Alger, du 28 juin au 3 juillet prochains, d'une importante délégation composée de six entreprises industrielles allemandes spécialisées dans l'industrie automobile et sa sous-traitance.

L'objectif affiché est d'explorer les opportunités offertes par l'écosystème automobile algérien et de favoriser les partenariats industriels entre opérateurs des deux pays. Une conférence officielle est prévue le 29 juin à Alger en présence de représentants d'entreprises, d'équipementiers et d'institutions concernées par le développement de la filière. Cette mission intervient dans un contexte marqué par la montée en puissance des projets de construction automobile en Algérie, notamment avec l'entrée en production de l'usine Stellantis de Tafraoui et l'application du décret exécutif 22-384, qui fixe un objectif d'intégration locale supérieur à 30 % d'ici à la fin de l'année 2026.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AAPI OFFICIELLEMENT INSTALLÉ

Accélérer l'investissement productif

Le gouvernement poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de relance de l'investissement productif à travers le renforcement des mécanismes institutionnels chargés de l'accompagnement des porteurs de projets.

Par Zahir R.

Président, hier à Alger, la cérémonie d'installation du Conseil d'administration de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a réaffirmé l'ambition des pouvoirs publics de concrétiser 20.000 projets d'investissement à l'horizon 2029, conformément aux orientations du président de la République. Cette installation intervient dans le cadre des réformes engagées pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie nationale. Le Premier ministre a souligné que cette nouvelle étape vise à doter l'Agence d'outils plus performants pour accélérer le traitement des dossiers d'investissement et améliorer la coordination entre les différents secteurs concernés. Le nouveau Conseil d'administration a été mis en place conformément aux dispositions du décret exécutif n° 26-153 du 14 avril 2026 portant réorganisation de l'AAPI. Cette réforme prévoit notamment un relèvement du niveau de représentation au sein du Conseil avec l'intégration des secrétaires généraux des ministères directement concernés par l'investissement et ses procédures. Selon le Premier ministre, cette nouvelle composition permettra à l'Agence de disposer d'une capacité décisionnelle plus importante et de traiter plus efficacement les préoccupations des investisseurs, notamment en matière d'accès au foncier économique et de levée des obstacles administratifs. L'installation du Conseil d'administration

coïncide également avec le lancement de l'opération de mise en place des représentants des administrations et organismes publics au niveau des guichets uniques de l'investissement. Ces représentants seront dotés de délégations de signature et de l'ensemble des prérogatives nécessaires pour prendre directement les décisions relatives aux dossiers qui leur sont soumis. Cette mesure constitue l'une des principales innovations du nouveau dispositif d'accompagnement des investisseurs. Elle devrait permettre de réduire sensiblement les délais de traitement des dossiers et de limiter les circuits administratifs qui freinaient jusqu'à présent la concrétisation des projets.

Dans son intervention, Sifi Ghrieb a insisté sur la nécessité d'adopter une nouvelle approche de gouvernance fondée à la fois sur l'anticipation et la planification stratégique. Il s'agit, selon lui, d'identifier en amont les projets réellement réalisables et d'orienter les investissements vers les secteurs prioritaires pour l'économie nationale, notamment ceux générant une forte valeur ajoutée, des emplois durables et un impact direct sur le développement régional.

Le Premier ministre a également appelé les membres du Conseil d'administration à assurer une parfaite coordination entre les différents départements ministériels afin de garantir la cohérence des politiques publiques liées à l'investissement. Le Conseil est ainsi appelé à devenir un espace permanent de concertation, de coordination et de prise de décision rapide pour les dossiers nécessitant l'inter-

vention simultanée de plusieurs secteurs. Réaffirmant l'engagement de l'État en faveur des investisseurs, le Premier ministre a assuré que le gouvernement poursuivra ses efforts pour améliorer la qualité du service public destiné aux porteurs de projets et leur offrir un accompagnement intégré à toutes les étapes de réalisation de leurs investissements.

L'objectif fixé est ambitieux : parvenir à la concrétisation effective de 20.000 projets d'investissement avant la fin de l'année 2029. Pour les pouvoirs publics, cette dynamique doit contribuer à accélérer la diversification de l'économie nationale, à renforcer les bases d'une croissance durable et à créer des milliers d'emplois à travers l'ensemble du territoire national. À travers la réorganisation de l'AAPI et la montée en puissance des guichets uniques de l'investissement, le gouvernement entend ainsi franchir une nouvelle étape dans la modernisation de l'environnement des affaires et faire de l'investissement privé l'un des principaux moteurs de la croissance économique dans les années à venir.

Concernant l'installation du Conseil, le Premier ministre a précisé qu'elle s'inscrit dans le cadre de "la poursuite de la mise en œuvre des réformes décidées par le président de la République en matière de promotion de l'investissement et d'amélioration du climat des affaires, afin de renforcer l'attractivité de l'économie nationale et sa capacité à attirer des investissements créateurs de richesse et d'emplois".

TIZI-OUZOU Mise en service du 2^e tronçon du téléphérique au chef-lieu de wilaya

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a procédé dimanche à Tizi Ouzou à la mise en service du 2^e tronçon du téléphérique reliant le chef-lieu de la wilaya à l'hôpital Sidi Belloua, et donné le coup d'envoi du troisième tronçon du projet qui s'étend de l'hôpital Sidi Belloua jusqu'à Redjaoua. M. Sayoud était accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi et du Directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf. Sur place, la délégation ministérielle a suivi une présentation technique détaillée de ce projet englobant ses différentes phases de réalisation, ses caractéristiques techniques ainsi que son rôle dans l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens et le désenclavement de plusieurs agglomérations.

Outre sa proximité avec l'établissement hospitalier, le téléphérique soulagera les citoyens en leur facilitant l'accès aux structures de santé tout en renforçant l'attractivité de la région et en soutenant l'activité touristique, est-il souligné.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Sayoud a exprimé ses remerciements et sa gratitude à tous ceux qui ont contribué au succès de ce projet, saluant les efforts déployés pour la réalisation et la relance des projets de téléphériques à travers les différentes wilayas du pays.

Le ministre a souligné que cette réalisation représente "une valeur ajoutée qualitative" pour l'infrastructure de transport et "contribue directement à améliorer les conditions de déplacement" des citoyens en particulier ceux résidant dans les zones montagneuses tout en facilitant l'accès aux structures vitales ce qui permet d'alléger les contraintes des déplacements quotidiens.

Il a également estimé que ce projet "incarne la dynamique de développement que connaît le pays et renforce l'attractivité de la wilaya de Tizi Ouzou, riche en atouts naturels et touristiques", félicitant la population et les autorités locales pour "cet important acquis de développement".

SAISON ESTIVALE 2026

L'État mobilise plus de 11 milliards de DA

Par Z. R.

C'est parti ! Le coup d'envoi de la saison estivale 2026 a été donné officiellement depuis la wilaya de Tizi Ouzou. À cette occasion, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a mis en avant l'important dispositif déployé par les pouvoirs publics pour assurer les meilleures conditions d'accueil, de sécurité et de confort aux estivants, illustrant ainsi la volonté de l'État de faire du tourisme intérieur un véritable moteur de développement économique et social.

Dans son allocution, le ministre a souligné que la préparation de la saison estivale s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République visant à améliorer la qualité des services publics et à renforcer la prise en charge du citoyen, particulièrement durant les périodes de forte affluence.

Cette année, l'État a consacré plus de 11 milliards de dinars à l'aménagement et à l'équipement des plages et des façades maritimes. Cet effort financier a per-

mis l'ouverture de 470 plages autorisées à la baignade, réparties à travers 119 communes côtières relevant des 14 wilayas du littoral, dont neuf nouvelles plages mises en exploitation.

Selon le ministre, les préparatifs ont débuté dès le mois de février avec la mise en place d'un dispositif de coordination impliquant l'ensemble des secteurs concernés au sein de la Commission nationale de préparation et de suivi de la saison estivale. Les autorités locales ont été mobilisées pour mener les opérations d'aménagement, de nettoyage et d'équipement des plages ainsi que des infrastructures touristiques et de loisirs.

Au-delà du littoral, les pouvoirs publics poursuivent leur stratégie de diversification de l'offre touristique nationale. L'objectif est de valoriser les potentialités des régions montagneuses, des stations thermales, des zones sahariennes et des espaces naturels de l'intérieur du pays. Cette approche vise à promouvoir un développement touristique équilibré et à renforcer l'attractivité de l'ensemble des territoires.

Le gouvernement mise également sur le renforcement des infrastructures d'accueil. À cet effet, une attention particulière est accordée à l'accélération de la réalisation et de la mise en service des structures d'hébergement, des équipements culturels, sportifs et récréatifs afin d'améliorer l'expérience des visiteurs et de soutenir l'activité économique locale.

Un important dispositif sécuritaire déployé

Sur le volet sécuritaire, un important dispositif a été mis en place pour prévenir les risques liés à la période estivale, notamment les incendies de forêt et les noyades. Les capacités opérationnelles de la Protection civile ont été renforcées par la création de 3.170 postes budgétaires supplémentaires, destinés à améliorer l'efficacité des interventions et à assurer une meilleure couverture des zones touristiques.

Les plans de sécurité ont également été consolidés à travers le renforcement de la présence des services de sécurité, des unités de

la Protection civile, des gardes-côtes et des maîtres-nageurs sauveteurs sur les plages et dans les principaux sites touristiques du pays.

Le ministre a également insisté sur la poursuite de la lutte contre l'exploitation illégale des plages. Avec l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives à leur exploitation touristique, les autorités entendent garantir l'accès gratuit aux plages publiques, protéger les droits des estivants et préserver la tranquillité des familles. Les mesures appliquées ces dernières années ont déjà permis de réduire sensiblement les pratiques anarchiques, tout en améliorant la qualité des services et les recettes des collectivités locales.

La saison estivale 2026 revêt une importance particulière en raison du retour attendu de nombreux membres de la communauté nationale établie à l'étranger. Pour répondre à cet afflux, plusieurs mesures ont été prises afin d'améliorer l'accueil dans les ports, les aéroports et les postes frontaliers. Ces actions portent notamment sur le renforcement

des moyens humains et matériels, la réduction des délais d'attente, l'amélioration des conditions de transit et la simplification des procédures administratives.

Parallèlement, les pouvoirs publics ont élaboré un programme national visant à garantir la continuité des services essentiels durant l'été, notamment l'approvisionnement en eau potable, en électricité et en produits énergétiques.

Des programmes culturels, sportifs et de loisirs ont également été prévus à travers l'ensemble des wilayas afin d'offrir aux familles et aux jeunes un cadre de détente adapté. La protection de l'environnement figure également parmi les priorités de cette saison estivale. Les autorités ont insisté sur la nécessité de renforcer la surveillance de la qualité des eaux de baignade, d'assurer le bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration, ainsi que de lutter contre toute forme de pollution susceptible d'affecter les zones côtières et les espaces touristiques.

ROYAUME-UNI

Le ministre Baddari rencontre à Oxford des membres de la communauté académique algérienne

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a rencontré à Oxford (Angleterre) des membres de la communauté académique et scientifique algérienne établis au Royaume-Uni, à l'occasion du lancement de "la Chaire Emir Abdelkader".

Au cours de cette rencontre qui s'est déroulée samedi et à laquelle a pris part le Recteur de Djamaâ El Djazair, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, M. Baddari a, une nouvelle fois, souligné "l'importance de la Chaire Emir Abdelkader", lancée la veille au Centre pour les études islamiques de l'Université d'Oxford, souhaitée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, comme une tribune pour promouvoir la mémoire nationale.

Il a, par la suite, réaffirmé "le rôle de la diaspora dans le développement de l'université algérienne", soulignant "la stratégie de l'Etat, initiée par le président de la République, visant à "jeter des ponts durables avec les compétences nationales à l'étranger".

Dans sa prise de parole, le ministre a exposé "la vision et le travail en cours pour construire une université créative et créatrice de richesses, et en faire un levier essentiel pour l'économie nationale", évoquant dans cette optique, "l'intégration de la communauté académique de la diaspora dans la dynamique de modernisation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en Algérie".

M. Baddari a annoncé, à ce sujet, le projet de création d'un Conseil de la communauté scientifique dans la diaspora, devant servir de "trait d'union avec la mère patrie et de mécanisme permettant d'encadrer la contribution de la diaspora à l'économie nationale". Les discussions ont porté sur l'apport des chercheurs algériens en matière de transfert d'expertise technologique, notamment à travers la mise en place de programmes de mentorat, d'encadrement de thèses de doctorat et de projets de recherche.

M. Baddari a réaffirmé, à cette occasion, la volonté du Gouvernement de "faciliter l'accès des compétences de la diaspora aux plateformes numériques de recherche algériennes et leurs investissements et projets de startups".

R. E.

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG

Le CRA lance une campagne nationale

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé, dimanche, une campagne nationale de don de sang, à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année, indique un communiqué de cette organisation.

"Dans le cadre de la concrétisation de son engagement humanitaire et de solidarité visant à appuyer le système national de santé et à renforcer la culture du don et de la solidarité sociale, le CRA célèbre la Journée mondiale du donneur de sang, à travers l'organisation d'une campagne nationale de don de sang", précise la même source.

Cette campagne "a été lancée aujourd'hui depuis la wilaya d'Alger, où la commission médicale du CRA a donné le coup d'envoi de ses activités au niveau de la station de métro Tafourah-Grande Poste". Cette action sera ensuite étendue à plusieurs wilayas du pays dans le cadre d'un vaste programme national, ajoute le

communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du "soutien aux besoins des établissements hospitaliers en sang et ses dérivés et du renforcement du don volontaire et régulier, à même de contribuer à assurer une prise en charge idoine des malades et des personnes atteintes", poursuit la même source. Dans ce sillage, le programme national de la campagne englobe nombre de wilayas du pays, à savoir, Adrar, Chlef, Laghouat, Batna, Biskra, Béchar, Tlemcen, Tiaret, Tizi-Ouzou, Jijel, Sétif, Saida, Skikda, Médéa, El-Bayadh, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, Khenchela, Mila, Aïn Defla, Aïn Témouchent, Ghardaïa et Béni Abbas. Pour rappel, l'opération se poursuivra à travers les commissions de wilaya du CRA au niveau des wilayas susmentionnées, dans le cadre de "la concrétisation de la dimension nationale et solidaire de cette initiative humanitaire", conclut le communiqué.

APS

ENTREPRENEURIAT

Lancement de la 2^e édition du système d'évaluation des incubateurs d'entreprises pour l'année 2026

Le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a invité, dimanche, les incubateurs d'entreprises à participer à la 2^e édition du système d'évaluation des incubateurs pour l'année 2026, fondé sur des indicateurs de performance précis et des normes internationales.

Ce système s'inscrit dans le cadre d'un mécanisme d'évaluation et de suivi de la performance des incubateurs d'entreprises, visant à renforcer leurs capacités d'encadrement et d'accompagnement des idées, afin de les transformer en projets innovants et en start-up à

forte valeur ajoutée pour l'économie nationale, selon le communiqué du ministère. Dans ce cadre, les résultats de l'évaluation seront intégrés parmi les critères d'évaluation de programmes et d'incitations qualitatives, parmi lesquels des programmes de formation de haut niveau destinés aux gestionnaires d'incubateurs et aux accompagnateurs, l'accès au programme "Kick Start" pour la concrétisation de projets innovants, le renforcement de la visibilité des incubateurs aux niveaux national et international, en sus de la participation à des manifestations et salons nationaux et internatio-

naux.

Parmi les autres incitations figurent l'accès prioritaire aux réseaux de partenariat avec les investisseurs et les experts, ainsi que la participation à des programmes de coopération avec des incubateurs internationaux et des institutions mondiales afin de promouvoir l'innovation.

Le ministère a également précisé que la date limite d'inscription sur la plateforme via son site web est fixée au 10 juillet prochain.

APS

SALON INVESTIR EN ALGÉRIE LES 4 ET 5 JUILLET EN FRANCE
Un événement dédié aux opportunités d'affaires et au rapprochement avec la diaspora

Les 4 et 5 juillet 2026, le Cube Garges, à Garges-lès-Gonesse, accueillera la première édition du Salon Investir en Algérie.

Cet événement réunira entreprises, investisseurs, porteurs de projets, experts et acteurs institutionnels autour des enjeux liés à l'investissement, à l'entrepreneuriat et au développement économique en Algérie.

Organisé au sein du Cube Garges, un complexe de 10 000 m², le salon ambitionne de favoriser les échanges économiques, de valoriser les savoir-faire algériens et de créer des opportunités de collaboration à l'échelle nationale et internationale.

Le Salon Investir en Algérie s'articule autour de trois axes principaux. Le premier consiste à mobiliser la diaspora algérienne en mettant en avant son rôle dans le développement économique du

pays. L'objectif est de faciliter la mise en relation des entrepreneurs, investisseurs et cadres établis à l'étranger avec les acteurs économiques présents en Algérie.

Le second vise à promouvoir le « Made in Algeria » à travers la présentation d'entreprises actives dans des secteurs variés. Le salon entend mettre en lumière les capacités de production locales, les savoir-faire industriels et les perspectives de développement à l'export.

Enfin, l'événement souhaite encourager la création de partenariats, le transfert de technologies et l'émergence de nou-

veaux projets grâce à la rencontre de profils complémentaires issus du monde économique, entrepreneurial et institutionnel.

Le salon proposera un espace d'exposition réunissant des entreprises algériennes ainsi que des structures créées par des membres de la diaspora. Les visiteurs pourront échanger directement avec les exposants, découvrir leurs activités et recueillir des retours d'expérience sur leurs parcours d'implantation et de développement.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	82	92	71	البطاطا
	Tomate	85	100	70	الطماطم
	Oignon sec	70	80	60	البصل الجاف
	Ail sec	672	757	588	الثوم الجاف
	Ail vert	268	294	242	الثوم الأخضر
	Carotte	88	100	77	الجزر
	Navet	95	107	83	اللفت
	Poivron	131	149	113	الفلفل الاخضر
	Piment	139	158	120	الفلفل الحار
	Courgette	66	78	53	الكوسة
	Haricot vert	153	173	133	الفاصولياء الخضراء
Laitue	95	107	84	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	580	714	446	التفاح المحلي
	Datte	489	619	358	التمر
	Banane	499	519	480	الموز
	Melon	127	147	107	البطيخ الاصفر
Pastèque	80	94	65	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1998	2150	1847	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	390	402	379	الدجاج
	Ceufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volumes transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,76	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,57	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8566	17 705 922,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

FACE À LA TAXE CARBONE EUROPÉENNE

L'Algérie sort la carte de l'acier vert

Au-delà de l'exportation d'électricité verte ou d'hydrogène renouvelable, l'Algérie entend désormais transformer localement ses ressources naturelles grâce aux énergies propres afin de conquérir les marchés européens engagés dans la décarbonation de leurs économies. Au cœur de cette stratégie figure une filière appelée à jouer un rôle majeur : l'acier vert.

Par Selma R.

Cette orientation intervient alors que l'Union européenne renforce progressivement ses mécanismes de régulation environnementale, notamment à travers la taxe carbone aux frontières. Dans ce contexte, les produits industriels à faible empreinte carbone devraient bénéficier d'un avantage compétitif croissant sur le marché européen. Invité de la « Chaîne III » de la Radio nationale, le directeur général du Green Energy Cluster, Boukhalfa Yaïci, a plaidé pour un changement de paradigme économique fondé sur la création de valeur locale plutôt que sur l'exportation de matières premières brutes. « Nous ne devons plus nous contenter d'exporter des matières premières. L'objectif est de les transformer localement grâce à une énergie décarbonée afin de créer davantage de valeur ajoutée, d'emplois et de richesse », a-t-il affirmé. Selon lui, les ressources solaires exceptionnelles dont dispose l'Algérie constituent un avantage compétitif susceptible de transformer durablement le modèle industriel na-

tional. Cette vision trouve une illustration concrète dans le développement de l'acier vert. En plus de son potentiel solaire, l'Algérie dispose d'importantes ressources minières, notamment en minerai de fer, qui peuvent être valorisées grâce à une électricité renouvelable abondante et compétitive. « Nous avons la possibilité de transformer nos ressources minières grâce à l'énergie renouvelable et de produire de l'acier vert destiné notamment à l'industrie automobile européenne », a expliqué Boukhalfa Yaïci. « L'enjeu n'est pas uniquement d'exporter de l'énergie verte ou de l'hydrogène, mais de les utiliser comme des catalyseurs d'industrialisation ».

Cette stratégie s'inscrit également dans la dynamique de coopération énergétique euro-méditerranéenne portée par l'initiative T-MED, récemment lancée par la Commission européenne. Doté d'une enveloppe pouvant atteindre 25 milliards d'euros, ce programme vise à soutenir les investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques au sud de la Méditerranée. Pour Boukhalfa Yaïci, cette

initiative constitue une opportunité majeure pour attirer des investissements européens et développer une véritable base industrielle locale. « L'Europe recherche une énergie décarbonée et sécurisée. L'Algérie peut répondre à cette demande tout en développant sa propre base industrielle grâce à des projets de co-investissement avec des partenaires européens », a-t-il souligné. L'hydrogène vert s'inscrit également dans cette logique de création de valeur. Le responsable rappelle qu'environ 70 % de la valeur d'un kilogramme d'hydrogène vert provient directement de l'énergie renouvelable utilisée dans sa production. « Lorsque nous produisons de l'hydrogène vert, la majeure partie de la valeur est créée localement grâce à notre ressource solaire. Cela doit nous pousser à aller plus loin et à développer des industries consommatrices de cette énergie propre », a-t-il indiqué. Toutefois, la réussite de cette ambition dépend de la capacité du pays à produire une électricité verte compétitive. Le directeur général du Green Energy Cluster estime que le coût du kilowattheure renouvelable devra

progressivement passer d'environ cinq centimes de dollar actuellement à un niveau compris entre 1,5 et 2 centimes afin de renforcer la compétitivité des futures productions industrielles. Dans cette perspective, le programme national des énergies renouvelables est considéré comme un maillon essentiel. Une première tranche de 3 200 MW est déjà en cours de réalisation, tandis que le Cluster plaide pour le lancement rapide d'un nouveau programme de 3 000 MW. « Les investisseurs ont besoin de visibilité. Nous devons éviter les cycles d'arrêt qui entraînent la perte des compétences et découragent les industriels », a insisté Boukhalfa Yaïci.

À travers le développement de l'acier vert, l'Algérie cherche ainsi à transformer son potentiel solaire en avantage industriel durable. Face aux nouvelles contraintes environnementales européennes, le pays entend faire de la décarbonation une opportunité de diversification économique et de conquête de nouveaux marchés à forte valeur ajoutée.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Plaidoyer pour une fiscalité plus ambitieuse

Par S. R.

La Loi de finances 2026 marque une avancée inédite dans le soutien à la transition énergétique en Algérie. Pour la première fois, plusieurs dispositions fiscales ciblent directement le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Une évolution saluée par le directeur général du Green Energy Cluster, Boukhalfa Yaïci, qui estime toutefois que des ajustements restent indispensables pour transformer ces mesures en véritable moteur d'investissement. Quatre dispositions introduites dans la Loi de finances 2026 constituent des signaux positifs pour les investisseurs. Parmi elles figurent la réduction des droits de douane à 5 % pour les fabricants de panneaux solaires, des allègements destinés à stimuler

le marché des chauffe-eau solaires ainsi que l'exonération totale des droits de douane sur les électrolyseurs, équipements stratégiques pour le développement de l'hydrogène vert.

Boukhalfa Yaïci met également en avant l'article 103, qui permet aux entreprises de consacrer jusqu'à 5 % de leurs impôts dus à des investissements dans les énergies renouvelables, notamment l'installation de centrales photovoltaïques destinées à l'autoconsommation.

« C'est une première dans l'histoire fiscale du pays. »

L'État envoie un message fort en reconnaissant le rôle stratégique de la transition énergétique », a-t-il affirmé lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Cependant, le responsable estime que le dispositif demeure insuffisant

pour provoquer le décollage du marché. Le premier obstacle réside dans l'absence de textes d'application. « Aujourd'hui, les entreprises ne savent pas comment mettre en œuvre l'article 103. Les mécanismes de contrôle, les procédures de validation et les organismes chargés de la vérification ne sont pas encore définis », a-t-il expliqué.

Le deuxième point concerne le plafond de déduction fixé à 5 %, jugé trop faible pour produire un effet de levier significatif. Selon le Green Energy Cluster, ce taux profite essentiellement aux très grandes entreprises disposant d'une capacité financière importante. « Nous avons proposé officiellement de porter ce taux à 30 %, tout en le liant à un niveau d'intégration locale. L'objectif est de stimuler à la fois l'investissement dans le solaire et le développe-

ment de l'industrie nationale », a indiqué M. Yaïci. Pour étayer cette proposition, le Cluster a réalisé une simulation portant sur 785 grandes entreprises fortement consommatrices d'énergie. Les résultats montrent qu'un taux de déduction de 30 % pourrait générer un marché de 2,4 gigawatts de capacités photovoltaïques installées.

Les bénéfices attendus dépasseraient largement le seul cadre énergétique. Selon les estimations présentées par le Cluster, une telle dynamique permettrait d'économiser près d'un milliard de mètres cubes de gaz naturel par an. Ce volume pourrait alors être réorienté vers l'exportation, générant jusqu'à 4 milliards de dollars de recettes supplémentaires. Boukhalfa Yaïci insiste également sur l'intérêt budgétaire de cette mesure pour les finances pu-

bliques. « Nos calculs montrent que pour un dinar concédé par l'État à travers l'avantage fiscal, l'effet d'entraînement sur l'économie permet de récupérer jusqu'à 18,3 dinars sous forme d'activité économique, d'impôts et de création de valeur », a-t-il soutenu.

Pour le directeur général du Green Energy Cluster, les opérateurs économiques sont aujourd'hui prêts à investir. Le véritable défi réside désormais dans la mise en œuvre rapide des dispositifs réglementaires et dans l'amélioration des mécanismes d'incitation.

« Le marché existe, les entreprises sont demandeuses. Ce qu'il faut désormais, c'est de la visibilité, de la simplicité administrative et des règles claires pour transformer le potentiel en projets concrets », a-t-il conclu.

LE « CLUB ENERGY » ORGANISE UNE TABLE RONDE LE 20 JUIN À ALGER

La consommation énergétique au cœur des débats

Par S. R.

Face à la progression continue de la demande intérieure en énergie et au coût croissant des subventions publiques, l'Association nationale « Club Energy » organisera, le 20 juin prochain à Alger, une table ronde consacrée à la question : « Quel modèle de consommation énergétique algérien ? ». Cette rencontre réunira plusieurs spécialistes du secteur afin d'examiner les évolutions nécessaires pour construire un modèle énergétique plus efficient, davantage numérisé et mieux intégré aux objectifs de transition énergétique.

Comment répondre à la croissance des besoins liés au développement industriel, à l'urbanisation et à l'extension des activités agricoles tout en préservant les ressources énergétiques destinées à l'exportation ? C'est autour de cette problématique que se retrouveront cinq experts nationaux à Alger. Organisée par le think tank « Club Energy », cette rencontre intervient dans

un contexte marqué par une hausse soutenue de la consommation énergétique nationale. Selon les organisateurs, la demande est portée simultanément par les secteurs industriel, résidentiel et agricole, tandis que le système de soutien public continue de mobiliser des ressources financières importantes.

Présidée et modérée par le Dr Mustapha Mekideche, président de la commission scientifique du Club Energy, la table ronde vise à identifier des pistes de réflexion permettant d'améliorer l'efficacité énergétique tout en tenant compte des impératifs économiques et sociaux. Les échanges porteront notamment sur la maîtrise de la consommation, la réduction des pertes, l'évaluation des flux énergétiques informels ainsi que les mécanismes tarifaires susceptibles d'encourager une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Les participants examineront également les moyens de mieux valoriser les ressources énergétiques nationales afin de préserver les capacités d'exportation, qui constituent un

levier important de financement de l'économie.

Pour alimenter les débats, plusieurs intervenants apporteront leurs analyses sur différents aspects de la consommation énergétique. M. Abdelmadjid Attar, ancien ministre de l'Énergie et ancien président-directeur général de Sonatrach, présentera un état des lieux de la situation énergétique nationale et des perspectives d'évolution de la demande. Le secteur industriel sera abordé par le Dr Mohammed Zighed, de l'Institut algérien du pétrole, qui s'intéressera aux solutions d'efficacité énergétique susceptibles de réduire la consommation des entreprises tout en améliorant leur compétitivité. La Dre Razika Kharchi, directrice de recherches au Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), consacrera son intervention à la consommation résidentielle et aux moyens de renforcer les économies d'énergie dans les bâtiments et les usages domestiques. De son côté, M. Nacer Greffou, CEO d'Algeria Smart Grid, analysera les perspec-

tives offertes par les réseaux intelligents, l'intelligence artificielle et l'exploitation des données numériques pour optimiser la gestion de l'offre et de la demande énergétiques. La rencontre sera clôturée par une intervention du Dr Mustapha Mekideche consacrée à la question des tarifs énergétiques et aux conditions d'une évolution progressive du système, conciliant les exigences de soutenabilité économique et la préservation du pouvoir d'achat des ménages. Cette table ronde devrait également permettre de formuler des recommandations destinées à nourrir la réflexion sur les futures politiques publiques dans le domaine de l'énergie. Les participants examineront notamment les conditions nécessaires à une meilleure maîtrise de la consommation, à l'intégration croissante des énergies renouvelables et à l'adaptation du système énergétique national aux nouvelles évolutions économiques et environnementales. Les travaux s'achèveront par un débat général ouvert aux participants.

KHENCHELA

Le projet d'aménagement d'une mini-zone des activités à Djellal sera réceptionné "avant fin 2026"

Le projet d'aménagement d'une mini-zone des activités dans la commune de Djellal (Khenchela) sera réceptionné "avant fin de l'année en cours 2026", a-t-on appris samedi auprès du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction. Dans une déclaration à l'APS, M. Kamel Alloui a précisé que le lot d'ouverture des routes de ce projet a été parachevé et les travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable se poursuivent, en attendant le lancement des lots de revêtement des routes, d'aménagement des trottoirs et de réalisation du réseau d'éclairage public à l'énergie solaire sur une superficie de 10 hectares "au cours du second semestre de l'année en cours". Le même responsable a ajouté que dans le cadre du programme complémentaire de développement retenu pour la wilaya, une enveloppe financière de 271 millions DA a été allouée à l'aménagement d'une mini-zone des activités dans la commune de Djellal. Selon le même cadre, les travaux d'aménagement des mini-zones des activités des communes de Bouhmama, de Taouzianet, de R'mila, de Khenchela et de Metoussa se poursuivent avec des taux d'avancement disparates. Le même responsable a rappelé que la wilaya de Khenchela a bénéficié dans le cadre du programme complémentaire de 10 projets d'aménagement de grandes zones des activités et de mini-zones des activités sur une superficie de plus de 400 hectares et pour une enveloppe financière de 4,9 milliards DA.

APS

BÉCHAR

Lancement des travaux de réalisation de deux nouvelles unités industrielles à Béni-Ounif

Les travaux de réalisation de deux nouvelles unités industrielles spécialisées dans la production d'aliments pour animaux et de marbre industriel ont été lancés dans la zone d'activités du chef-lieu de la commune frontalière de Béni-Ounif, située à 110 km au nord de Béchar, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Le coup d'envoi des travaux de réalisation et d'équipement de ces deux projets, relevant de l'investissement privé, a été donné officiellement par les autorités de la wilaya en présence des responsables locaux et des représentants du secteur industriel, a précisé la même source.

Le premier projet porte sur la création d'une unité de production d'aliments destinés à différents types d'élevages. Sa réalisation et son équipement s'étaleront sur une période de 36 mois et elle occupera une superficie totale de 1.250 m².

Une fois mise en service, cette unité disposera d'une capacité de production annuelle de

40.000 quintaux d'aliments pour animaux, a-t-on indiqué.

Le second projet concerne la réalisation d'une unité de production de marbre industriel. Prévue également sur une durée de 36 mois, cette infrastructure couvrira une superficie de 2.500 m².

A son entrée en exploitation, cette unité assurera une production annuelle estimée à 10.000 pièces de marbre industriel, selon la même source.

Ces deux projets permettront en outre la création d'une douzaine d'emplois permanents.

Le lancement de ces investissements a été rendu possible grâce à la mise à disposition

du foncier industriel nécessaire par l'Etat, dans le cadre des mesures visant à encourager et à promouvoir l'investissement public et privé à travers l'ensemble de la wilaya, notamment dans les zones frontalières, ajoute-t-on. Il convient de rappeler que la commune de Béni-Ounif dispose déjà d'une autre zone d'activités d'une superficie de 61 hectares, où une vingtaine de projets d'investissement sont en cours de concrétisation.

Parmi ces projets figurent plusieurs initiatives innovantes, notamment des fermes spécialisées dans l'élevage de crevettes d'eau douce, a-t-on souligné.

APS

NÂAMA

Lancement de la campagne de moisson-battage avec une prévision de production de plus de 145.000 quintaux

La campagne de moisson-battage a été lancée, samedi dans la wilaya de Nâama, sur une superficie totale estimée à 5.400 hectares, avec une prévision de récolte de 145.233 quintaux, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya. A l'occasion du lancement officiel de la campagne par les autorités locales au niveau d'une exploitation agricole privée située

dans le périmètre de Zeboudja, commune de Tiout, le directeur du secteur, M. Cherouine Boujemâa, a indiqué que les opérations concerneront 2 271 hectares d'orge, 1.454 hectares d'avoine, 1.332 hectares de blé dur, 273 hectares de blé tendre et 70 hectares de triticales. Le même responsable a ajouté que les services agricoles de la wilaya prévoient une récolte abondante par rapport aux cam-

pagnes précédentes, aussi bien sur les terres irriguées que sur les terres cultivées en sec, grâce notamment aux importantes précipitations enregistrées durant la campagne agricole en cours. Selon la même source, un réseau de collecte de la production a été mis en place. Il comprend six points de collecte relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs de Nâama, répartis entre les

communes de Nâama, Mecheria, Aïn Benkheilil, Mekmen Benamar, Kasdir et Aïn Sefra, avec une capacité globale de stockage estimée à 375.000 quintaux. Les services agricoles ont, par ailleurs, mobilisé l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires pour assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage.

APS

JIJEL

Caravane médicale au profit des moudjahidine au Centre de repos de la commune de Kheiri Oued Adjoul

Des moudjahidine au Centre de repos de la commune de Kheiri Oued Adjoul (Jijel) ont bénéficié samedi des services de la caravane médicale spécialisée, initiée par l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) en rééducation fonctionnelle Texanna chahid Richan-Bachir, a-t-on appris auprès du directeur de cet établissement, Mohamed Arafat Benmadani.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'"en vue d'accompagner médicale-

ment ces moudjahidine, l'EHS de Texanna a organisé en coordination avec l'établissement public de santé de proximité de Sidi Maarouf cette caravane médicale pluridisciplinaire".

Dans le cadre de la caravane, des médecins spécialistes en rééducation fonctionnelle et en physiothérapie, des généralistes, des dentistes, des psychologues, des pharmaciens et des infirmiers ont été mobilisés, a souligné M. Benmadani.

Selon la même source, des services et soins médi-

caux et paramédicaux ont été ainsi dispensés à ces moudjahidine en reconnaissance de leurs sacrifices au cours de la glorieuse révolution de libération nationale.

Les caravanes médicales régulièrement lancées par l'EHS de Texanna assurent des prestations sanitaires de qualité aux différentes catégories sociales, a-t-on indiqué.

APS

EL-BAYADH

Création du "Club des Ambassadeurs du Tourisme Saharien" pour promouvoir les atouts touristiques et culturels de la wilaya

Un "Club des Ambassadeurs du Tourisme Saharien" a été créé dans la wilaya d'El-Bayadh afin de promouvoir et de faire connaître les importants atouts touristiques et culturels de la région, a indiqué samedi le directeur de la Jeunesse et des Sports, Kadour Meziane.

Ce responsable a précisé à l'APS que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions et recommandations du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, visant à concrétiser les projets des jeunes leaders inscrits dans le programme « Leaders de la jeunesse algérienne » initié par le mi-

nistère. Le club a été officiellement lancé à la fin de la semaine dernière à la Maison de la culture et des arts "Mohamed-Belkheir", sous la supervision du secteur de la Jeunesse et des Sports et sous la direction de la jeune leader Fatima-Zahra Merouane.

La cérémonie de création a réuni plusieurs acteurs et partenaires issus de différents secteurs concernés, notamment le tourisme, la culture et les arts, ainsi que le Centre universitaire "Nour El-Bachir", le Centre de loisirs scientifiques, les maisons de jeunes, en plus d'associations locales actives dans ce domaine. Parmi elles figurent l'Association algérienne des arts, de l'artisanat, de la pro-

motion du tourisme et des cultures populaires (bureau d'El-Bayadh), ainsi que des enseignants, chercheurs et acteurs intéressés par les questions touristiques et culturelles.

Ce club aura pour mission, en coordination avec ses partenaires, de valoriser et de promouvoir les richesses touristiques, culturelles et patrimoniales de la région. Il encouragera également les initiatives des jeunes visant à développer le tourisme local et à préserver le patrimoine culturel national.

Il constituera aussi un espace d'échange d'idées et d'expériences, ainsi qu'un cadre de formation et d'accompagnement pour aider les jeunes à concrétiser leurs

projets dans le domaine du tourisme. Ses activités comprendront des initiatives de terrain, des campagnes de sensibilisation, des rencontres scientifiques et académiques, des expositions et diverses manifestations en lien avec les objectifs du programme ministériel.

La cérémonie de lancement a été marquée par des interventions d'enseignants et de chercheurs sur l'importance du tourisme saharien et ses perspectives de développement, ainsi que par des prestations folkloriques mettant en valeur la richesse du patrimoine culturel de la wilaya d'El-Bayadh, ajoute-t-on.

APS

Ces sites d'information du Moyen-Orient sont en réalité des opérations de propagande du gouvernement américain

3^e partie et fin

Al-Fassel et Pishtaz News publient des articles favorables aux États-Unis concernant la guerre contre l'Iran et le projet de l'administration Trump visant à réaménager Gaza.

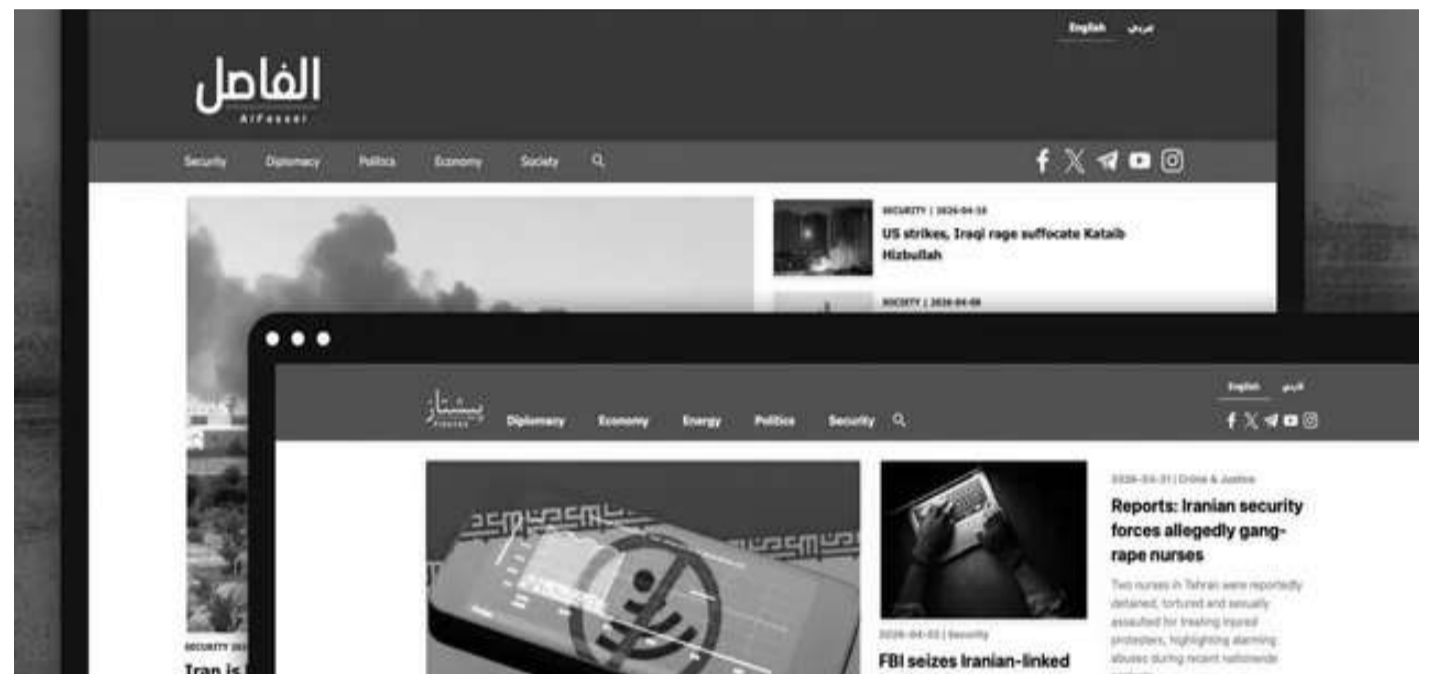
« Le futur Conseil de la paix », affirmait un article d'Al-Fassel daté de décembre 2025, « devrait créer les conditions propices à une représentation démocratique et à une participation civique significative ». Une vidéo YouTube d'Al-Fassel publiée le 12 décembre attribuait de même la responsabilité du blocus de l'aide humanitaire à destination de Gaza au Hamas et à l'Iran, plutôt qu'à Israël, avant de montrer une image générée par IA représentant une ville de science-fiction sur laquelle étaient superposées des légendes en arabe promettant des milliards d'investissements étrangers et une revitalisation économique pour Gaza. La vidéo compte actuellement près de 1,7 million de vues.

D'autres éléments concernant Gaza déforment encore davantage la réalité. Depuis octobre 2025, Gaza est divisée en deux par la « ligne jaune », une frontière arbitraire derrière laquelle les forces israéliennes se sont théoriquement retirées l'année dernière. Les Palestiniens qui se trouvent du côté israélien de la ligne sont soumis à un régime militaire d'occupation sévère, tandis que ceux qui se trouvent de l'autre côté risquent d'être tués. Bien que l'équipe vidéo d'Al-Fassel affirme que la politique de Trump à l'égard de Gaza permettra à d'innombrables Palestiniens de rentrer chez eux, les forces israéliennes tirent régulièrement sur les civils qui s'approchent de cette zone tampon.

« Des échanges de tirs, des bombardements et des incursions limitées se sont poursuivis près de la « ligne jaune », la zone de séparation située près de la frontière avec Israël, rendant tout retour extrêmement dangereux », selon un reportage vidéo des Nations Unies. « L'espace disponible se réduisant, des milliers de familles ont été contraintes de retourner aux abords de leurs quartiers détruits, près de la « ligne jaune », malgré le risque constant, selon les habitants, d'être blessés ou tués par des tirs sporadiques. »

Ce n'est pas le cas, affirme Al-Fassel : « La Ligne jaune est plus qu'une simple frontière ; c'est une bouée de sauvetage destinée à assurer la sécurité et à tenir informées les familles de Gaza pendant le cessez-le-feu », affirmait un article publié en novembre. « La Ligne jaune n'est pas un symbole de division, c'est une ligne de vie. »

À la suite des élections de 2016 et de la panique suscitée par les opérations de propagande secrètes menées par la Russie, les principales plateformes de réseaux sociaux américaines ont com-



mencé à apposer des mentions sur les comptes des médias contrôlés par des gouvernements. Les vidéos publiées sur la chaîne YouTube d'Al Jazeera English, par exemple, sont accompagnées d'une mention indiquant qu'« Al Jazeera est financée en tout ou en partie par le gouvernement qatari ». Bien que X ait abandonné cette politique en 2023, elle est toujours officiellement en vigueur chez Meta, propriétaire de Facebook et d'Instagram, ainsi que sur YouTube. On ne trouve toutefois aucune mention à ce sujet dans les publications Instagram ni sur les comptes d'Al-Fassel ou de Pishtaz News. Les vidéos YouTube de ces deux comptes ne comportent pas de mention relative au financement américain ; on trouve toutefois une brève mention sur la page d'accueil de leurs comptes, dissimulée dans une section « À propos » qu'il faut développer pour pouvoir la lire.

Aucun des deux sites ne semble bénéficier d'une audience particulièrement importante sur les réseaux sociaux. Tous deux comptent un nombre dérisoire d'abonnés sur X (environ 2 400 pour Al-Fassel et seulement 132 pour Pishtaz News), dont beaucoup semblent être des comptes de spam dont les noms sont suivis d'une longue série de chiffres et qui adoptent un comportement de publication typique des réseaux de spam. Al-Fassel suscite un engagement modeste sur Instagram, où il compte plus de 7 700 abonnés. Bien que Pishtaz News ne compte que 475 abonnés sur Instagram, ses publications parviennent parfois à se démarquer ; une publication du 18 mars présentant des images du CENTCOM prises depuis le pont d'un porte-avions, par exemple, a recueilli plus de 1 100 « j'aime ». Il arrive parfois que les contenus pu-

bliés par ces sites de propagande atteignent le public américain. Un article d'Al-Fassel daté du 27 mars, affirmant l'effondrement total de l'« Axe de la résistance » dirigé par l'Iran, a été partagé le jour même sur FreeRepublic, un forum américain conservateur, par l'utilisateur MeanWestTexan. La loi fédérale interdit au Pentagone de mener des actions de propagande à l'intention des Américains, bien qu'une interdiction similaire visant le Département d'État ait été levée en 2013.

Il arrive parfois que leurs articles touchent d'autres lecteurs occidentaux. Un article d'Al-Fassel sur les Houthis a été cité dans un article publié en 2024 dans la revue universitaire **Survival: Global Politics and Strategy** par le professeur Thomas Juneau de l'Université d'Ottawa. (Juneau n'a pas répondu à notre demande de commentaires.) Une contribution adressée au Comité des Nations unies sur les disparitions forcées par Justice for All International, une organisation à but non lucratif basée en Suisse, citait de la même manière un article d'Al-Fassel sur le Corps des gardiens de la révolution islamique, tandis qu'un rapport annuel de l'Agence suédoise de recherche sur la défense, gérée par l'État, s'appuyait en partie sur un article d'Al-Fassel consacré à l'État islamique. The Intercept a examiné plusieurs entrées sur Gropedia, le clone de Wikipédia de X, qui citaient également des articles d'Al-Fassel.

Emerson Brooking, chercheur au Digital Forensic Research Lab de l'Atlantic Council et ancien conseiller en cybersécurité au Pentagone, estime que le CENTCOM est très probablement à l'origine de ces sites et juge leur portée globale médiocre. En matière de propagande en ligne, a-t-il déclaré, les États-

Unis « auraient des leçons à tirer de l'Iran ». Les efforts de propagande iraniens (principalement du contenu de mauvaise qualité produit à la va-vite par l'IA) ont capté l'attention des internautes d'une manière que les fausses salles de rédaction américaines n'ont pas réussi à faire.

Mais la portée limitée de ces sites ne devrait pas les faire disparaître de sitôt. Même si l'administration Trump a considérablement réduit les moyens de « Voice of America » et d'autres outils de longue date du soft power américain, ces sites ont continué à publier. Si leurs similitudes avec les opérations psychologiques militaires américaines menées depuis longtemps sont plus qu'une simple coïncidence, cela en dit davantage sur la culture de l'inertie qui règne au Pentagone que sur sa capacité à gagner les cœurs et les esprits. Brooking a déclaré à The Intercept que, comme la gestion de blogs ne représente qu'une « erreur d'arrondi » dans le budget global de la défense, de tels projets peuvent se poursuivre sans faire l'objet d'une surveillance étroite.

Un réseau de sites de propagande peu consultés pourrait sembler n'avoir que peu d'utilité. Mais c'est le genre de chose vers laquelle les autorités peuvent se tourner, a déclaré M. Brooking, lorsqu'on les interroge sur leurs efforts pour lutter contre l'Iran dans « l'espace informationnel ». « Les responsables successifs du SOCOM, du CENTCOM ou d'autres hauts responsables pourraient mettre en avant le fait qu'ils maintiennent ce réseau de sites web », a-t-il déclaré.

Source : The Intercept, Sam Biddle, 20-04-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

IMPÔT SUR LA FORTUNE

Ce que chaque contribuable doit savoir

L'impôt sur la fortune en Tunisie entre dans une phase décisive de sa mise en œuvre avec l'entrée en application de la loi de finances 2026 et la publication de la doctrine administrative qui en précise les contours. Il s'agit d'un dispositif présenté comme technique, mais qui est profondément transformateur de la fiscalité patrimoniale avec une extension significative de l'assiette et une redéfinition de la notion même de richesse taxable. À quelques jours de l'échéance déclarative du 30 juin 2026, la Note commune n°13/2026 publiée par la Direction générale des études et de la législation fiscale vient apporter des précisions essentielles sur l'interprétation de l'article 88 de la loi de finances. Elle sécurise certains points, mais laisse également apparaître des zones d'incertitude importantes pour les patrimoines complexes.

Un impôt qui change de dimension

Pendant plusieurs décennies, l'idée d'un impôt sur la fortune a régulièrement été évoquée dans le débat fiscal tunisien sans jamais être traduite dans un dispositif aussi large que celui introduit en 2026. La réforme actuelle marque une rupture nette avec l'approche traditionnelle centrée sur la seule détention immobilière. Désormais, l'impôt sur la fortune repose sur une logique patrimoniale globale qui intègre l'ensemble des actifs détenus par les personnes physiques. Cette évolution répond à un double objectif. Elle vise d'une part à renforcer les ressources publiques en tenant compte des contraintes budgétaires persistantes, et d'autre part à mieux aligner la fiscalité sur la capacité contributive réelle des ménages les plus aisés. La loi n°2025-17 du 12 décembre 2025 portant loi de finances pour 2026 constitue le fondement juridique de cette réforme, en particulier à travers son article 88 qui redéfinit profondément le périmètre de l'imposition.

Une philosophie fiscale élargie

Le nouveau dispositif rompt avec une conception restrictive du patrimoine. Il ne se limite plus aux actifs immobiliers, en englobant également les actifs financiers, les participations sociales et certains biens incorporels. Le barème retenu repose sur une structure progressive relativement simple. Les patrimoines nets compris entre 3 et 5 millions de dinars sont soumis à un taux de 0,5%, tandis que ceux dépassant 5 millions de dinars sont imposés à 1%. Si cette architecture apparaît modérée en comparaison internationale, l'enjeu principal réside ailleurs. Il tient à l'élargissement considérable de l'assiette, qui oblige à évaluer de manière homogène des actifs de nature très différente.

R. I.

PORTÉES PAR LES AGRUMES

Les exportations agricoles égyptiennes dépassent 5 millions de tonnes en 2026

Les exportations agricoles égyptiennes ont franchi la barre des 5 millions de tonnes depuis le début de l'année 2026, a annoncé le ministre de l'Agriculture Alaa Farouk, selon un communiqué de presse vendredi 12 juin.

R I/Agence

« Cette performance traduit une demande mondiale croissante pour les produits agricoles égyptiens et reflète les efforts engagés dans la modernisation du secteur, renforçant sa compétitivité à l'international », a précisé Alaa Farouk. Les agrumes demeurent le principal produit exporté avec plus de 2 millions de tonnes expédiées à l'étranger, d'après un rapport de l'Administration centrale de la quarantaine agricole. Les pommes de terre occupent la deuxième place avec environ 883 000 tonnes, tandis que les exportations de patates douces ont atteint 189 000 tonnes. Le rapport fait également état de plus de 110 000 tonnes de haricots frais et secs exportés, suivis des oignons frais avec plus de 85 000 tonnes. Les raisins ont représenté 58 000 tonnes et les fraises fraîches 40 000 tonnes. D'autres cultures, notamment l'ail, les tomates, les goyaves et les grenades, figurent aussi parmi les produits les plus exportés.

21 nouveaux marchés ouverts en six mois

Le ministère souligne par ailleurs que l'Égypte a réussi à ouvrir 21 nouveaux marchés internationaux au cours du premier semestre 2026, grâce au travail coordonné de la quarantaine agricole et des services concernés. « Cette expansion vise à diversifier les débouchés des produits agricoles égyptiens sur plusieurs continents », note le communiqué. En Asie, de nouveaux accès ont été obtenus notamment en Ouzbékistan et au Vietnam. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les exportateurs égyptiens ont pénétré les marchés du Mexique, du Pérou, de l'Uruguay, du Panama, du Salvador et de la République dominicaine. « Cette progression rapide constitue une preuve de confiance internationale croissante dans le système égyptien de contrôle et de traçabilité », a indiqué Alaa Farouk. Le ministre a rappelé que les produits agricoles nationaux répondent « aux normes

mondiales les plus strictes en matière de sécurité et de qualité ».

L'agriculture secteur pilier de l'investissement

Le ministère a assuré poursuivre ses efforts, en coopération avec les producteurs et les exportateurs, afin de « préserver ces acquis, d'élargir encore la carte des exportations égyptiennes et de soutenir l'économie nationale ». L'agriculture figure parmi les cinq secteurs prioritaires ciblés par le gouvernement pour stimuler l'investissement privé et la production locale. Ce soutien a été renforcé en octobre 2025 par la poursuite d'une initiative majeure offrant 90 milliards de livres égyptiennes de facilités de financement aux secteurs productifs. Pour l'exercice financier 2026/2027, l'État a alloué une enveloppe spécifique de 6 milliards de livres égyptiennes spécifiquement destinée aux facilités de financement pour stimuler les capacités agricoles et industrielles, selon le ministère des Finances.

QATAR

Le ministre du Commerce et de l'Industrie visite plusieurs usines pharmaceutiques dans la zone des petites et moyennes industries

Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, a effectué aujourd'hui une visite de terrain dans plusieurs usines pharmaceutiques situées dans la zone des petites et moyennes industries. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du suivi assuré par le ministère des évolutions du secteur industriel national, ainsi que de l'évaluation des processus opérationnels et des plans de développement et d'expansion

mis en œuvre par les usines, afin de soutenir la croissance des industries nationales et de renforcer leur compétitivité. Un communiqué du ministère du Commerce et de l'Industrie a précisé que Son Excellence a pu découvrir, au cours de sa tournée, les technologies et systèmes les plus récents utilisés dans les processus de production, ainsi que les efforts déployés pour améliorer l'efficacité opérationnelle et renforcer la qualité des

produits. À cette occasion, Son Excellence a également reçu des explications sur les projets futurs des usines ainsi que sur leurs plans visant à accroître la capacité de production et à renforcer l'innovation. En conclusion de sa visite, Son Excellence le ministre du Commerce et de l'Industrie a réaffirmé la volonté du ministère de continuer à soutenir le secteur industriel, qui constitue l'un des piliers essentiels de la diversification économique. Son Excellence a

indiqué que cet engagement se concrétise par le développement de l'environnement industriel et la mise en place de facilités et d'incitations visant à encourager l'investissement, en conformité avec les objectifs de la Stratégie nationale du Qatar pour les industries de transformation et de la troisième Stratégie nationale de développement.

Agence

EN APPUI À LA SANTÉ ET AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

La Mauritanie et l'UE signent deux accords de subvention d'un montant de 40 millions d'euros

Son Excellence le ministre des Affaires économiques et du Développement, Dr Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidia, a signé, ce vendredi à Nouakchott, avec le chef de la délégation de l'Union européenne en Mauritanie, M. Joaquín Tasso Vilallonga, deux accords de subvention d'un montant global de 40 millions d'euros, destinés à soutenir le secteur de la santé et à renforcer la stabilité dans les zones frontalières du sud du pays. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la Décentralisation et du Développement local, M. Yacoub Ould Salem Vall, ainsi que du secrétaire général du ministère des Affaires économiques et du Développement, M. Yacoub Ould Ahmed Aïcha. Le premier accord porte sur le projet « Frontières sud », financé à hauteur de 25 millions d'euros (environ 1,15 milliard MRU). Il vise à renforcer la stabilité et la prospérité des populations vivant dans les zones frontalières du

sud du pays. Le second concerne le quatrième programme d'appui au secteur de la santé (PAS4), doté d'un financement de 15 millions d'euros (environ 690 millions MRU). Ce programme constitue une étape importante en faveur du développement humain et de l'accès durable à des services de santé de qualité, en particulier pour les femmes et les filles les plus vulnérables. Dans une déclaration faite à l'issue de la signature, le ministre des Affaires économiques et du Développement a indiqué que ces deux accords s'inscrivent pleinement dans les priorités nationales en matière de développement et de stabilité. Celles-ci constituent un pilier du programme du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, mis en œuvre par le gouvernement du Premier ministre, M. Mokhtar Ould Diay, et visant à améliorer les conditions de vie des citoyens tout en renforçant, sur les plans économique et sécuritaire, la résilience des zones frontalières.

Pour sa part, le chef de la délégation de l'Union européenne a souligné que ces deux programmes constituent des axes prioritaires du développement inclusif et de la stabilité en Mauritanie, rappelant que l'Union européenne accompagne les autorités mauritaniennes dans la réforme et la modernisation du secteur de la santé depuis 2017, avec des résultats jugés positifs. Il a ajouté que l'accès à des services de santé de qualité constitue un droit fondamental et un pilier du développement humain. À ce titre, le nouveau programme PAS4 contribuera au renforcement de la couverture sanitaire universelle à l'horizon 2030, au soutien de la Caisse nationale d'assurance maladie, à l'amélioration de la qualité des soins, ainsi qu'à la réduction des obstacles d'accès aux services de santé, tout en poursuivant l'appui aux mécanismes d'assurance maladie volontaire et aux dispositifs de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre.

Agence

BANQUES, ÉTATS, BOAD, AFINHAB, PROMOTEURS

L'UEMOA peut-elle vraiment craquer l'équation insoluble du logement ?

En lançant à Lomé son plan Djoliba la Suite, la BOAD veut faire du logement un levier macroéconomique de l'Union. Titrisation ZAKA, social bonds doublement cotés à la BRVM et au Luxembourg, mutation de la CRRH-UEMOA en Afinhab : l'ingénierie financière progresse vite. Mais combler le seul déficit régional coûterait 60 % du PIB cumulé, dans un marché massivement informel où le crédit habitat plafonne à 4-5 % des bilans bancaires. L'équation reste à inventer.

Serge Ekué a tenu son cadrage. En ouvrant le 11 juin à Lomé la 2e édition des BOAD Development Days, le président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a posé le logement comme « instrument de politique macroéconomique » pour l'Union, à rebours d'une approche traditionnellement sectorielle. Et il a pris soin de désamorcer l'objection du banquier central : « Ce n'est pas inflationniste, parce que vous financez un actif. Ça deviendrait inflationniste si l'offre de logement était très largement supérieure à la demande. On en est loin. »

Le format de l'événement servait aussi de rampe de présentation à Djoliba la Suite, le nouveau plan stratégique 2026-2030 de l'institution. Mais derrière ce pivot conceptuel, le chiffrage livré à l'ouverture expose un mur arithmétique d'une autre nature. Pour combler le déficit de 3,5 millions de logements de l'espace UEMOA, tel que chiffré par la Banque mondiale et repris à la tribune, sur la base d'un coût unitaire compris entre 15 et 25 millions FCFA, le besoin total d'investissement représente entre 52 500 et 87 500 milliards FCFA. Soit, au point médian, l'équivalent d'environ 60 % du PIB cumulé de l'Union.

« Pour combler le déficit de 3,5 millions de logements de l'espace UEMOA, le besoin total d'investissement représente entre 52 500 et 87 500 milliards FCFA. »

Et le compteur tourne dans le mauvais sens : 250 000 unités supplémentaires manquent chaque année, selon les données présentées aux BOAD Development Days. À titre de comparaison, la BOAD a injecté 3 700 mil-

liards FCFA dans les économies de l'Union sur l'ensemble du cycle Djoliba 2021-2025, tous secteurs confondus, des infrastructures à l'énergie en passant par l'agriculture. Sur cette enveloppe, l'action logement a porté sur quelque 31 000 unités. Rapportée au seul déficit de l'habitat, la capacité d'intervention de la Banque, même mobilisée intégralement, n'en couvrirait qu'environ 5 %.

Un marché du crédit sous-dimensionné

Les chiffres communiqués sur le marché du crédit confirment le décrochage, à condition de bien distinguer les périmètres. Les prêts à l'habitat des ménages, c'est-à-dire le crédit hypothécaire acquéreur au sens strict, ne représentent que 4 à 5 % de l'encours bancaire total de l'UEMOA, contre 27 % au Maroc. En élargissant le champ à l'ensemble des concours immobiliers, qui incluent le financement des promoteurs et des opérations de construction, l'encours s'élève à 1 473 milliards FCFA en 2024, soit 6,8 % des crédits du secteur bancaire. Les taux hypothécaires varient entre 6 % et 12,5 %, et les maturités excèdent rarement dix ans. « Les banques de l'Union n'accordent qu'environ 15 000 prêts hypothécaires par an, insignifiant face aux besoins d'une population appelée à dépasser 300 millions d'habitants à l'horizon 2050 », a relevé Serge Ekué.

« Les banques de l'Union n'accordent qu'environ 15 000 prêts hypothécaires par an, insignifiant face aux besoins d'une population appelée à dépasser 300 millions d'habitants à l'horizon 2050 », a relevé Serge Ekué. Interpellée par plusieurs participants sur

une politique monétaire jugée plus axée sur l'inflation que sur la croissance et le logement, une représentante de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a rappelé un fait structurel : 85 % des ressources des banques de l'Union sont composées de dépôts, dont 48 % à vue. Adosser à cette structure de bilan court des crédits hypothécaires de quinze à vingt ans tient de la transformation extrême.

La BCEAO a néanmoins revendiqué avoir consenti un effort prudentiel notable en abaissant la pondération en risque des prêts immobiliers de 100 % à 35 %, ce qui réduit mécaniquement les fonds propres mobilisés par les banques pour ce type d'engagement. Le geste est réel, mais ne dénoue pas le verrou amont. Car, le cadre OHADA, qui régit l'hypothèque dans la quasi-totalité des pays de l'Union, n'autorise sa prise que si le bien est immatriculé au cadastre. La BCEAO, de son côté, ne reconnaît la valeur du gage pour le provisionnement bancaire que si le titre foncier est formellement enregistré. En l'absence de titre, les banques refusent l'octroi de crédits hypothécaires. L'extension du crédit logement ne dépend donc pas seulement de la ressource longue, mais d'une réforme cadastrale nationale que ni la BOAD ni la BCEAO ne contrôlent.

Une partie de la réponse de marché s'organise pourtant à Lomé même, au siège de la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA, qui a dévoilé aux Development Days sa nouvelle identité Afinhab, marquant l'élargissement de son spectre d'intervention au-delà du seul refinancement hypothécaire.

UMOA-TITRES Le Togo lève 38,5 milliards FCFA

Le Togo a bouclé ce vendredi 12 juin 2026, une nouvelle opération de levée de fonds sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Réalisée à travers une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), l'opération a permis au pays de mobiliser 38,5 milliards FCFA, pour un objectif initial de 35 milliards FCFA. Selon les résultats officiels consultés par Togo First, l'opération a enregistré des soumissions globales de 89,4 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 255,45 %, témoignant ainsi de l'intérêt soutenu des investisseurs de la sous-région pour les titres publics togolais.

Dans le détail, 5 milliards FCFA ont été mobilisés à travers les OAT de maturité 3 ans, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 6,15 %. Les OAT de maturité 5 ans ont, quant à elles, permis de lever 27 milliards FCFA, avec un rendement annuel de 6,35 %. Enfin, les titres de maturité 7 ans, rémunérés à un taux de 6,50 %, ont permis de collecter 6,5 milliards FCFA.

Avec cette nouvelle opération sur le marché financier régional, le Togo porte à 181,5 milliards FCFA le volume total des ressources mobilisées depuis le début de l'année 2026 sur le marché Umoa-Titres. Ce montant représente près de 40 % de l'objectif annuel de financement fixé à 463,5 milliards FCFA, destiné à soutenir l'exécution du budget de l'État, équilibré en ressources et en charges à 2751 milliards FCFA.

R.I.

AVOISINANT LES 1 163 000 TONNES EN 2025

Les achats de poulet brésilien en Afrique ont passé le cap du million de tonnes

L'Afrique concentre environ 15 % des importations mondiales de viandes de poulet, ce qui en fait le 4^e débouché derrière l'Asie, l'Europe et l'Amérique. Sur le continent, les pays privilégient de plus en plus les fournisseurs brésiliens pour leur approvisionnement en cette denrée. Les pays africains ont importé 1 163 000 tonnes de viande de poulet en provenance du Brésil en 2025. C'est ce qui ressort du dernier rapport annuel de l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA) publié en 2026. Le volume annoncé affiche une croissance de 20,3 % d'une année sur l'autre, et marque, en outre, la première fois que les achats réalisés par l'Afrique franchissent la barre du million de tonnes.

Cette croissance survient dans un contexte de renforcement de la présence commerciale du Brésil en Afrique. En 2025, les exportateurs brésiliens ont par exemple obtenu l'accès au marché tanzanien, portant à 45 le

nombre de pays africains desservis contre 44 un an plus tôt selon l'ABPA. Une évolution qui confirme la place croissante qu'occupent les importations de poulet brésilien dans l'approvisionnement du marché africain.

Une croissance de 76 % sur les 5 dernières années

Alors que les expéditions brésiliennes de viande de poulet vers l'Afrique s'élevaient à seulement 662 323 tonnes en 2021, elles sont passées à 721 756 tonnes en 2022, puis à 816 611 tonnes en 2023 avant de grimper à 965 699 tonnes en 2024. Globalement, les importations africaines de poulet brésilien ont augmenté de 75,67 % en l'espace de cinq ans, soit un taux de croissance annuel moyen de 15,11 % sur la période.

Avec des achats totalisant 336 000 tonnes, l'Afrique du Sud demeure le principal débouché pour la viande de poulet en provenance du Brésil en

2025. Cependant, la hiérarchie des principaux importateurs sur le continent a connu des changements majeurs.

La Guinée, nouvel entrant dans le Top 5

Derrière l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana, la Libye et la Guinée s'imposent comme les principaux acheteurs de poulet brésilien par ordre d'importance. Ensemble, ces cinq pays représentent environ 60 % des importations africaines en 2025.

Si en 2024, la Libye s'imposait comme le deuxième débouché, elle est désormais surclassée par l'Angola et le Ghana qui ont réalisé plus d'achats avec respectivement 106 346 tonnes et 94 952 tonnes de viandes. Le pays d'Afrique du Nord a, pour sa part, importé 74 965 tonnes de viande, devant la Guinée et ses 72 643 tonnes importées.

Seul pays absent du Top 5 en 2024, la Guinée fait son entrée en sup-

plantant la République du Congo. Plus largement l'Afrique a absorbé 22,49 % des expéditions brésiliennes de viandes de poulet en 2025 contre 18,78 % en 2024. D'après l'ABPA, le continent maintient son statut de troisième débouché pour les exportateurs brésiliens après le Moyen-Orient et l'Asie, mais a affiché la plus forte croissance. Cette progression renforce en outre la position du Brésil parmi les principaux fournisseurs de viande de poulet du continent face à ses concurrents parmi lesquels figurent, les États-Unis et l'Union européenne (UE). D'un autre côté, elle met en lumière la dépendance de nombreux marchés africains aux importations de viande de volaille alors même que plusieurs gouvernements cherchent à développer leur production avicole locale afin de réduire leur facture d'importation alimentaire.

R.I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales terminent en hausse, saluent les débuts de SpaceX à Wall Street

Les marchés boursiers mondiaux ont clôturé en hausse vendredi, portés par l'engouement autour de l'entrée en Bourse historique du géant SpaceX à Wall Street, sur fond d'espoirs de paix entre Washington et Téhéran.

En Europe, la Bourse de Paris a gagné 1,83%, Francfort a progressé de 1,76%, Londres de 1,63% et Milan de 1,97%.

A New York, le Dow Jones a gagné 0,70%, l'indice Nasdaq a progressé de 0,31% et l'indice élargi S&P 500 a avancé de 0,50%.

"Il y a sur les marchés un certain soulagement à l'idée que tout se soit si bien passé" pour les premiers pas de SpaceX, estime auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Pour son premier jour de cotation à Wall Street - particulièrement scruté par les investisseurs à travers le monde -, l'action du géant de l'espace et de l'intelligence artificielle (IA) a terminé la séance à 160,95 dollars, soit 19,22% plus haut que le prix initialement défini par le groupe.

SpaceX a récolté pas moins de 75 milliards de dollars, le triple du record détenu depuis 2019 par le pétrolier Saudi Aramco.

Et a dépassé le seuil de 2.000 milliards de dollars de valorisation, la hissant

parmi les huit plus grosses capitalisations boursières.

SpaceX symbolise l'enthousiasme des investisseurs pour la chaîne de l'intelligence artificielle (IA), qui a permis ces derniers mois aux marchés de battre des records malgré le coût de la guerre lancée par Donald Trump contre l'Iran le 28 février.

"C'est sans aucun doute une histoire qui s'inscrira dans la durée", souligne John Belton, de Gabelli Funds. "De nombreuses opportunités prometteuses attendent l'entreprise."

Bon nombre d'investisseurs adhèrent à la vision d'Elon Musk, celle d'un conglomérat multi-facettes, hétéroclite pour certains, entre fusées, IA, puces, internet par satellite et réseau social.

Ce que vend Elon Musk, bien plus que les activités qui rapportent déjà, comme le lanceur Falcon ou le réseau internet Starlink, c'est un potentiel et des marchés qui n'existent pas encore, comme celui des centres de données dans l'espace.

"Cela crée à la fois des opportunités et

des risques", estime de son côté Matt Britzman, analyste pour Hargreaves Lansdown. "Les investisseurs feraient mieux de voir les deux faces de la pièce", a-t-il souligné.

Un accord USA-Iran?

Les Bourses mondiales ont aussi été soutenues par "l'espoir d'un cessez-le-feu prolongé entre les États-Unis et l'Iran", explique Patrick O'Hare.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi a affirmé que la conclusion d'un accord, négocié sous les auspices du Pakistan, n'avait "jamais été aussi proche".

Donald Trump avait annoncé jeudi un "très bon accord" avec l'Iran, "une fois les documents finalisés".

Ces déclarations ont fait une nouvelle fois reculer les cours du pétrole: le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 3,38% à 87,33 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate a cédé de 3,23% à 84,88 dollars.

"Le pétrole repasse sous 90 dollars, et c'est peut-être l'élément le plus important de la semaine", a noté Florian Ielpo, analyste de la banque privée Lombard Odier.

"Le marché ne croit pas forcément à une paix durable, mais il commence à croire que le pire scénario énergétique devient moins central et c'est déjà beaucoup (...). Si le pétrole baisse, la transmission des prix de l'énergie vers l'inflation peut se calmer", a-t-il ajouté.

Les analystes rappellent toutefois que le marché a déjà été confronté, à plusieurs reprises, à des annonces de percée diplomatique, qui n'ont finalement pas abouti. Selon un décompte de CNN, Donald Trump a déjà annoncé par 39 fois un accord imminent.

R.I.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, porté par SpaceX et l'espoir d'un accord au M-O

La Bourse de New York a fini en légère hausse vendredi après l'introduction historique de SpaceX, alors que l'Iran et les États-Unis semblaient se rapprocher pour mettre fin à leur conflit.

L'indice Dow Jones a gagné 0,70%, ou 353,51 points, à 51.202,26 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 37,16 points, soit 0,50% à 7.431,46 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 79,18 points, soit 0,31% à 25.888,844 points.

Les États-Unis et l'Iran ont déclaré vendredi être proches d'un accord pour mettre fin à leur conflit entamé le 28 février, un haut responsable américain avançant qu'un texte satisfaisant les deux parties avait été rédigé. Les plus hautes institutions iraniennes se réunissaient pour discuter du projet d'accord, selon le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

Les marchés observaient de près l'introduction en bourse de SpaceX qui a grimpé de 20%, faisant de l'entreprise d'Elon Musk une des plus grosses capitalisations boursières aux États-Unis.

Le titre évoluait entre des hausses de 15% à 30% pour finalement atteindre à la clôture 161 dollars, en hausse de 20% par rapport à un prix d'introduction fixé jeudi soir à 135 dollars. Les actions des sociétés du secteur spatial ont reculé vendredi. Rocket Lab RKL.B.O a perdu 10,8% et Intuitive Machines 13,1%

alors que Planet Labs cédait 8,8%.

Mike Dickson, responsable de la recherche et des stratégies quantitatives chez Horizon Investments à Charlotte, en Caroline du Nord, s'est dit surpris par le manque de volatilité observé jusqu'à présent chez SpaceX, compte tenu de l'engouement suscité par son introduction en bourse.

"On pourrait assister à une légère hausse tout au long de la journée, car il n'y a pas de vendeurs et cela pourrait attirer quelques acheteurs supplémentaires."

Les progrès dans les négociations au Moyen-Orient ont contribué à redonner confiance, a déclaré Jake Dollarhide, directeur général de Longbow Asset Management, à Tulsa, dans l'Oklahoma.

"Il y a toujours un espoir de paix. Trump a annulé les attaques (...) Les parties tierces confirment qu'un accord de paix arrive."

Cela met de la pression sur les prix du pétrole et réduit les inquiétudes quant à une hausse de l'inflation et des taux d'intérêts, ajoute-t-il. Les investisseurs seront aussi attentifs à la prochaine réunion monétaire de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine qui sera la première présidée par son nouveau président, Kevin Warsh. Tesla, autre propriété d'Elon Musk, avançait de 1,8%.

Adobe chutait de son côté de 6,8% après le départ de son dirigeant Dan Durn.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Juin 2026
Valeur : 15 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.3221	133.3371
1	EUR EURO	153.9470	153.9910
1	GBP POUND STERLING	178.3812	178.4490
100	JPY JAPANESE YEN	83.0564	83.0864
1	CNY CHINESE YUAN	19.6704	19.6735
1	CHF SWISS FRANC	166.7568	166.8382
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.4687	95.5000
1	DKK DANISH KRONE	20.5900	20.5977
1	SEK SWEDISH KRONA	14.0035	14.0095
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.0426	14.0644
1	AED UAE DIRHAM	36.2999	36.3059
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5156	35.5234
1	KWD KUWAITI DINAR	433.8500	434.0400
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2173	45.6717
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4015	14.4031
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8688	20.9758
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3314	3.3418
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8848	181.8848

BOURSE ZURICH

Le SMI fait fi de la guerre et s'accroche à ses gains

La Bourse suisse a terminé jeudi sur une note positive. Les investisseurs semblaient immunisés contre les déclarations belliqueuses de Donald Trump. Le président américain a juré de frapper "très fort" l'Iran dans la soirée et menacé d'une prise de contrôle de ses sites pétroliers. Wall Street évoluait sur un front vert uni, tandis que les principales bourses européennes ont aussi fini en territoire positif. Timo Emden d'Emden Research estime qu'il est "frappant de constater que les inves-

tisseurs se montrent de plus en plus résistants à la crise" et qu'ils sont "nombreux" à "ne réagir qu'à des développements concrets et donc à des escalades militaires plus importantes". La Banque centrale européenne a, comme attendu, relevé ses taux face à l'inflation alimentée par le conflit au Moyen-Orient. L'institut francfortois "veut à tout prix éviter qu'on lui reproche une nouvelle fois d'avoir réagi trop tard, et il ne fait aucun doute que cela a porté un nouveau coup à l'économie de la

zone euro, qui souffre déjà fortement du choc des prix de l'énergie", a commenté Eckhard Schulte, de Mainsky Asset Management. Sans une détente des prix du pétrole, "une nouvelle hausse des taux d'intérêt en septembre est tout à fait probable", met-il en garde. Le baril de Brent grappillait 0,1% à 93,18 dollars et celui de WTI 0,72% à 90,69 dollars.

Nicolas Forest, chef des investissements chez Candriam, ne pense "toutefois pas que cela marque le

début d'une phase de resserrement agressive", car "le contexte économique reste trop fragile pour cela."

VAT en majesté

A la Bourse suisse, l'indice vedette SMI a clôturé sur un gain de 0,49% à 13529,65 points, après un plus bas à 13'403 et un plus haut à 13'635 points. Le SLI a terminé en hausse de 0,11% à 2153,65 points et le SPI de 0,35% à 19'077,88 points. Sur les trente valeurs vedettes, treize ont fini

dans le vert et 17 dans le rouge. Le podium final était composé de VAT Group (+3,9%), Richemont (+2,7%), porté par un relèvement d'objectif de cours et un commentaire élogieux de Bank of America, ainsi que d'ABB et Novartis (+2,1% chacun). Le bâlois a revendiqué le succès d'une étude de phase I/II sur le delbrax, un produit d'Avidity Biosciences développé pour le traitement de la dystrophie facio-scapulo-humérale (FSHD).

FACE AU CHOC INFLATIONNISTE DU MOYEN-ORIENT

La BCE resserre la vis monétaire

La BCE a relevé ses taux jeudi, signalant qu'elle n'entend pas tolérer durablement une inflation alimentée par le conflit au Moyen-Orient, tout en jugeant la croissance en zone euro résiliente après ce premier tour de vis depuis 2023.

Le taux de dépôt, qui fait référence, a été augmenté d'un quart de point, à 2,25%, après être resté inchangé depuis juillet 2025, face à l'inflation repartie à la hausse pour atteindre 3,2% en mai dans la zone euro, nettement au-dessus de la cible de 2%. La flambée des prix de l'énergie, liée à la guerre opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran et à la fermeture du détroit d'Ormuz, est la principale cause. Si cette décision était attendue, certains économistes la jugeaient a priori risquée dans un contexte de croissance ralentie et d'absence, à ce stade, de diffusion généralisée des hausses de prix. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a balayé ces critiques devant la presse. Cette hausse de 25 points de base, décidée à l'unanimité des membres du conseil des gouverneurs, est "clairement un signal" et est "nécessaire" face à l'incertitude et aux perspectives d'inflation, a-t-elle martelé.

Croissance résiliente

La BCE a relevé ses projections d'inflation pour 2026 et 2027, respectivement à 3,0% et 2,3%, avant de voir l'agrégat redescendre à 2,0% en 2028. L'économie de la zone euro devrait croître cette année de 0,8%, contre 0,9% prévu précédemment et s'installer au-dessus

de 1% les deux années suivantes. "Ce n'est pas comme si nous étions dans un environnement où la croissance est absente ou sérieusement menacée", a assuré Christine Lagarde. Elle a néanmoins mis en garde contre la persistance de prix élevés de l'énergie, qui pourraient affecter par la suite les prix d'autres biens et les salaires. "Les marchés, jusqu'à présent, réagissent calmement, mais cela ne signifie pas que nous devons en aucun cas sous-estimer les risques auxquels nous faisons face", a abondé jeudi Kyriakos Pierrakakis, président de l'Eurogroupe, lors d'une réunion à Luxembourg, commentant la décision de la BCE. Selon Mme Lagarde, le "risque principal aurait été de ne pas prendre ce type de décision". Soucieuse de ne pas répéter son erreur de 2022, à savoir une réaction jugée tardive face à la poussée d'inflation liée à la guerre russe en Ukraine, la BCE a cherché à éviter toute critique a posteriori de son timing pour durcir à nouveau son cap monétaire. "Si l'on laisse l'inflation dériver sans contrôle, il devient ensuite beaucoup plus difficile de la ramener au niveau de stabilité des prix que nous avons défini", a expliqué la banquière centrale.

La "bonne décision" a donc été d'agir en faveur de la stabilité des prix, afin que les ménages et les entreprises puissent prendre leurs

décisions d'investissement et d'emploi", a-t-elle ajouté.

Suite incertaine

En relevant ses taux, la BCE renchérit le crédit, ce qui freine la consommation et l'investissement. L'objectif est de ralentir la demande pour contenir la hausse des prix. Cette hausse des taux doit être considérée comme une mesure de précaution visant à renforcer la crédibilité de la BCE dans la lutte contre l'inflation, et non comme le début d'un cycle de resserrement agressif", a commenté Stefan Gerlach, économiste chez EFG Bank. Car la suite du cycle monétaire n'est pas gravée dans le marbre. Comme attendu, la BCE a souligné que les perspectives restent incertaines et qu'elle suivra une approche "dépendante des données, réunion par réunion", sans "s'engager à l'avance sur une trajectoire particulière des taux". Mais en ayant relevé ses prévisions d'inflation jusqu'en 2027 et seulement légèrement abaissées celles de croissance, la BCE semble avoir envoyé un signal qui "laisse ouverte la voie à de nouveaux relèvements" des taux, a commenté Holger Schmieding, chez Berenberg.

Agence

ETATS-UNIS

La présidente de SpaceX n'écarte pas une fusion avec Tesla

La présidente et directrice opérationnelle de SpaceX, Gwynne Shotwell, n'a pas écarté vendredi la possibilité d'une fusion entre le groupe aérospatial et le constructeur de véhicules électriques Tesla, tous deux dirigés par Elon Musk. «Cela rendrait la vie plus facile à Elon (Musk)», a déclaré la responsable sur CNBC, en marge de l'introduction en Bourse de SpaceX, la plus importante de l'histoire.

«Il est clair qu'il existe des synergies entre Tesla et SpaceX, (...) une convergence dans ce que nous essayons d'accomplir», a-t-elle poursuivi. «Mais pour l'instant», a-t-elle tempéré, «je me consacre surtout à faire tourner (SpaceX) ici (au siège du groupe à Starbase), fabriquer des fusées, les faire voler, envoyer des gens dans la Station spatiale internationale et fournir l'internet aux gens qui n'y ont pas accès» via la filiale

Starlink. La rumeur d'un rapprochement entre les deux sociétés court depuis des mois. «Nous nous attendons à ce que Tesla et SpaceX fusionnent en 2027», ont écrit vendredi les analystes du cabinet Wedbush Securities. L'action Tesla abandonnait 0,39% vers 15H50 GMT. Elle a perdu près de 12% depuis le début de l'année, handicapée par des résultats en demi-teinte. En janvier, Tesla a investi deux mil-

liards de dollars au capital de xAI, laboratoire d'intelligence artificielle (IA) créé par Elon Musk. En mars, SpaceX a absorbé xAI, les titres de Tesla étant ensuite convertis en participation dans le groupe aérospatial. En mars, Elon Musk a annoncé le lancement du projet Terafab, qui porte sur une site géant de fabrication de puces, qui ont vocation à servir tant à Tesla qu'à SpaceX.

R.I.

UKRAINE

La centrale de Zaporijjia reconnectée au réseau, annonce l'AIEA

La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia, sous contrôle russe, a été reconnectée samedi au réseau après de trois jours après avoir perdu toute alimentation électrique externe après une frappe contre un poste électrique, a annoncé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le courant a été rétabli après des réparations effectuées sur une ligne d'alimentation de secours à la faveur d'un cessez-le-feu local, a indiqué le gardien de la

sûreté nucléaire sur le réseau social X. Au cours de la coupure d'alimentation électrique externe, la centrale nucléaire, la plus grande d'Europe, a dû recourir à des générateurs diesel de secours pour fournir l'électricité nécessaire au refroidissement des réacteurs, a expliqué l'AIEA. C'était la 19ème fois depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 que la centrale ukrainienne perdait toute alimentation électrique externe. Cette coupure

était due à une frappe mercredi soir contre un poste électrique. «D'une durée de presque trois jours, cette panne de courant a été l'une des plus longues qu'ait connues le site, ce qui met en évidence l'extrême fragilité du réseau électrique», a souligné l'AIEA. L'agence onusienne avait auparavant indiqué qu'aucune fuite de radioactivité n'avait été détectée et que les niveaux de radioactivité restaient normaux.

La centrale se prépare à présent à réparer sa ligne principale, déconnectée depuis le 24 mars. Zaporijjia, qui se trouve près de la ligne de front dans le sud de l'Ukraine, est passée sous contrôle russe au cours des premiers jours de l'invasion. L'Ukraine et la Russie s'accusent mutuellement de risquer de provoquer une catastrophe nucléaire avec des attaques près de la centrale.

R.I.

FED

Premier test pour Kevin Warsh, sous la pression de Donald Trump

Pour sa première réunion à la tête de la Réserve fédérale, Kevin Warsh devrait maintenir les taux d'intérêt inchangés malgré les attentes de Donald Trump. La flambée de l'inflation liée au conflit au Moyen-Orient complique déjà la mission du nouveau président de la banque centrale américaine. Le nouveau patron de la Réserve fédérale américaine est déjà confronté à un choix délicat. Réunie mardi et mercredi, la Fed devrait laisser ses taux directeurs inchangés, malgré les appels répétés de Donald Trump à un assouplissement de la politique monétaire. Nommé fin janvier par le prési-

dent américain, Kevin Warsh était attendu comme le dirigeant capable d'engager rapidement une baisse des taux. Mais la dégradation du contexte économique a profondément changé la donne. L'inflation américaine a accéléré à 4,2 % sur un an en mai, contre 2,4 % en février, sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie provoquée par la guerre au Moyen-Orient. Un niveau qui reste très éloigné de l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale.

Un statu quo largement attendu

Dans ce contexte, les marchés anticipent un quatrième maintien consécutif des taux d'intérêt. Si la Banque centrale européenne a récemment choisi de relever ses taux pour contenir les tensions inflationnistes, la Fed devrait privilégier l'attentisme. Les responsables monétaires restent toutefois de plus en plus nombreux à estimer qu'un nouveau relèvement pourrait devenir nécessaire d'ici la fin de l'année. Un tel scénario constituerait un revers pour Trump, qui avait fait de la baisse des taux et du coût du crédit l'un de ses engagements économiques avant les élections prévues en novembre.

L'indépendance de la Fed sous surveillance

Au-delà de la décision monétaire, les investisseurs observeront la capacité de Kevin Warsh à préserver l'indépendance de la Réserve fédérale. L'ancien gouverneur de la Fed (2006-2011) succède à Jerome Powell, régulièrement pris pour cible par Donald Trump, qui lui reprochait de ne pas avoir suffisamment abaissé les taux d'intérêt.

Agence

ESPAGNE
Près de 4.800 kg
de haschisch
marocain saisi
dans le détroit de
Gibraltar

La lutte contre le trafic de drogue en provenance du Maroc s'intensifie en Espagne où la Garde civile a annoncé avoir saisi une cargaison de près de 4.800 kilogrammes de haschisch marocain dans le détroit de Gibraltar. Selon un communiqué de la Garde civile relayé samedi par les médias espagnols, l'opération a débuté lorsqu'un navire suspect, un bateau semi-rigide de type "go fast", couramment utilisé par les organisations de trafic de drogue, a été repéré naviguant à grande vitesse dans les eaux du détroit, chargé de ballots de haschisch marocain.

Après avoir analysé son parcours et sa trajectoire, la Garde civile a activé un dispositif composé de ressources du Service maritime et du Service aérien, tandis que ses unités terrestres sont restées déployées pour contrôler d'éventuels points d'accostage sur la côte. L'opération a permis la saisie de 121 ballots représentant un total de 4.777 kilos de drogue, dans le cadre d'une action que la Garde civile inscrit dans les dispositifs permanents de lutte contre le trafic de drogue dans le Campo de Gibraltar pour combattre les organisations criminelles qui opèrent des deux côtés du détroit.

Aucune arrestation n'a été effectuée à ce stade, mais l'enquête se poursuit, a-t-on indiqué, par ailleurs. De nombreux réseaux de trafic sont régulièrement démantelés en Espagne dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen.

APS

Un groupe lié à la Chine accusé d'avoir espionné un réseau pendant dix ans

Depuis 2016, le groupe Velvet Ant, lié à la Chine, a maintenu un accès clandestin au réseau isolé d'une grande organisation. L'entreprise de cybersécurité Sygnia, qui a découvert l'intrusion, a baptisé l'opération « Highland ». En dix ans, les attaquants ont remplacé les composants d'authentification Linux par des versions piégées et ont capté les identifiants saisis sur les machines compromises.

Voilà plusieurs fois que le nom du groupe Velvet Ant revient dans les enquêtes de Sygnia : en 2024, ses chercheurs l'avaient déjà repéré sur des équipements F5 BIG-IP, puis sur des commutateurs Cisco Nexus via une faille zero-day. À chaque détection, le groupe a pivoté vers une infrastructure moins surveillée pour reconstruire sa présence. Avec Operation Highland, les attaquants ont atteint un réseau sans connexion Internet, dit « air-gapped », et y ont opéré près de dix ans sans déclencher la moindre alerte.

Velvet Ant a atteint un réseau sans Internet en détournant trois couches de serveurs

Près de dix ans de présence non détectée dans l'infrastructure critique d'une organisation dont Sygnia ne divulgue ni le nom ni le secteur. Les premiers artefacts forensiques remontent à 2016. Ce réseau n'avait aucune connexion directe à Internet, pourtant ce groupe de cyberespionnage lié à la Chine y a accédé quand même.

On trouve les premières traces sur des serveurs exposés en ligne. Sur ces machines, le groupe a déployé une version modifiée de GS-Netcat, un outil réseau public, rebaptisé auditdb et placé dans /usr/sbin/ pour se fondre parmi les utilitaires légitimes. Dans la liste des tâches actives, ce processus apparaissait sous le nom [khubd], imitant un thread noyau Linux. En parallèle, un proxy SOCKS5 écrit en Perl fonctionnait sous l'alias smbd -D, nom emprunté à un service Samba authentique, pour faire transiter le trafic vers des systèmes internes inaccessibles depuis l'extérieur. Pour atteindre le réseau isolé, les attaquants ont détourné une chaîne Nginx et FastCGI. Côté Internet, un premier serveur Nginx renvoyait les requêtes HTTP vers un serveur backend compromis. Les attaquants avaient modifié la configuration de ce backend pour qu'un processus FastCGI prenne le relais et lance un binaire nommé uptime



(en réalité un outil sur mesure établissant des connexions SSH vers l'infrastructure critique à partir des paramètres reçus en POST). Aucune connexion directe au réseau isolé n'était donc jamais nécessaire.

Les attaquants ont remplacé PAM et OpenSSH pour capter chaque identifiant administrateur

Plutôt que d'installer des logiciels malveillants à côté des outils légitimes, les attaquants ont remplacé intégralement deux couches fondamentales d'authentification Linux : les modules PAM (Pluggable Authentication Modules) et les binaires OpenSSH. Sygnia précise que les attaquants avaient dès lors accès à chaque identifiant saisi et à chaque commande exécutée sur les hôtes compromis.

Neuf variantes du fichier pam_unix.so ont été recensées, chacune compilée dans un environnement de build distinct. Deux familles principales ont été identifiées. Dans la première, on avait codé un mot de passe en dur pour

court-circuler l'authentification, effacé de la mémoire aussitôt après usage. Dans la seconde, les attaquants avaient en plus modifié le code pour enregistrer chaque couple identifiant-mot de passe dans un fichier caché, /usr/sbin/.ssh.log, à chaque connexion d'un utilisateur légitime.

Velvet Ant a également modifié ssh, sshd et scp pour journaliser identifiants, commandes saisies et frappes clavier, le tout chiffré dans des fichiers dont les horodatages avaient été falsifiés pour correspondre à ceux de /etc/shells/. Par ailleurs, le groupe avait ajouté un flag -d non documenté : quand les opérateurs l'activaient lors de leurs propres sessions, leurs identifiants et frappes n'étaient pas enregistrés dans ces fichiers.

Dans la variante ancienne du kit SSH, Velvet Ant avait codé un mécanisme de backdoor rotatif : sept hachages MD5 distincts, un par jour de la semaine, déterminaient quel mot de passe accorderait l'accès ce jour-là. Sygnia a daté les premières activités à 2016 grâce aux journaux de frappe archivés dans

/var/lib/sam/, chaque nom de fichier intégrant l'horodatage de la connexion correspondante.

Il a fallu à Sygnia construire un laboratoire de test avant toute intervention en production. Les attaquants avaient remplacé les composants mêmes qu'utilisent les administrateurs pour accéder aux machines : sans validation préalable, un remplacement incorrect coupait l'accès à distance sans recours possible. Sygnia a acheminé manuellement les composants sains vers des hôtes sans accès Internet, avec des procédures de rollback préparées en amont pour chaque configuration rencontrée.

Sygnia recommande aux équipes de sécurité de traiter PAM, OpenSSH et LSASS sur Windows comme des actifs critiques, à surveiller par détection de point de terminaison et contrôle d'intégrité des fichiers. L'authentification multifactor doit par ailleurs s'appliquer en amont de l'accès aux hôtes, pas à l'intérieur du flux d'authentification qu'un attaquant peut déjà avoir pris en main.

Brèves

Prometheus lève 12 Md\$

La start-up IA codirigée par Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, a levé 12 Md\$. Cette société développe des outils IA destinés à accélérer les processus de conception et de fabrication d'objets les plus variés, allant des ponts aux puces électroniques. Axios a rapporté aujourd'hui que ce tour de table de série B valorise l'entreprise à 41 Md\$. Ce tour de table a été mené par Jeff Bezos, JPMorgan, BlackRock, Goldman Sachs, DST Global et Arch Venture Partners. Prometheus avait déjà levé 6,1 Md\$. Jeff Bezos a lancé la

société en novembre dernier avec Vik Bajaj, co-fondateur de Verily, la division des sciences de la vie d'Alphabet.

Un prochain tour de table pour Mistral à 3 Md€

Selon Bloomberg citant des sources proches du dossier, Mistral est en pourparlers pour un autre tour de financement de 3 Md€, valorisant l'entreprise à 20 Md€. Avec ce financement, la société bénéficierait d'un apport de capitaux essentiel pour le développement de ses activités (entraînement

des modèles, création de datacenter IA,...). Une goutte d'eau par rapport aux moyens mobilisés par les Etats-Unis et la Chine. Le tour de table pourrait être revu à la hausse en fonction de la demande des investisseurs. En septembre dernier, Mistral a levé 1,7 Md€ dont 1,3 M€ auprès de la société néerlandaise ASML.

Oracle confirme le piratage de PeopleSoft

Le fournisseur a averti ses clients de l'existence d'une faille critique dans son

logiciel PeopleSoft. Cette attaque a été revendiquée par le cybergang ShinyHunters ayant affirmé avoir compromis plus de 100 entreprises utilisant des serveurs PeopleSoft. « Cette alerte de sécurité concerne la vulnérabilité CVE-2026-35273 dans PeopleSoft PeopleTools », a expliqué le fournisseur. « Les clients de PeopleSoft Enterprise Applications peuvent également être concernés. Cette vulnérabilité peut être exploitée à distance sans authentification. En cas d'exploitation réussie, elle peut permettre l'exécution de code à distance. »

CANICULE OU TEMPS FROID

Les voitures électriques ne sont pas les seules à souffrir

Une récente étude a calculé le coût du froid et de la canicule sur les véhicules électriques et hybrides, avec des différences pour les électriques sur l'endroit où elles se rechargent. Les hybrides, elles aussi, subissent notamment la canicule avec une perte d'efficacité et des coûts en hausse. Rappelons que les batteries d'hybrides peuvent également être endommagées en cas de surchauffe, comme une électrique.

Les voitures électriques sont-elles les seules à subir les gros écarts de température ? Trop chaud, la batterie peut subir quelques dégâts irréversibles. Trop froide, elle perd en performance. Beaucoup comparent d'ailleurs cela au corps humain : mieux vaut un coup de froid pour une électrique, comme un rhume passager, qu'un coup de chaud qui provoquerait des dégâts sur le plan cardiaque. Les électriques ne sont évidemment pas les seules à souffrir des extrêmes. Un simple véhicule thermique va plus consommer par temps très froid, et peut surchauffer dans des embouteillages en pleine canicule, notamment pour des véhicules anciens. Et les hybrides ? Une récente étude américaine montre que, là aussi, les températures chaudes ou froides ont des conséquences.

Le temps froid, ennemi des électriques

C'est par temps froid que les écarts les plus grands sont mesurés par l'AAA, équivalent de l'ADAC allemande ou du TCS en Suisse. L'association américaine des automobilistes a testé les hybrides et électriques par -7°C .

- Les véhicules hybrides consomment 22,8 % de carburant en plus.
- Les véhicules électriques affichent une baisse de 35,6 % de leur consommation équivalente en miles par gallon (MPGe) et une diminution de 39,0 % de leur autonomie calculée.



- Les véhicules hybrides enregistrent une augmentation du coût du carburant de 28,44 \$ par 1 000 miles (1 600 km).
 - Les véhicules électriques subissent une augmentation des coûts d'utilisation de 32,11 \$ par 1 000 miles (1 600 km) avec une recharge à domicile et de 76,93 \$ par 1 000 miles (1 600 km) avec une recharge publique.
- Le constat est donc clair, le froid fait plus mal aux électriques qu'aux hybrides. Ce qui peut s'expliquer par le fait que les hybrides comptent aussi sur un moteur thermique moins sensible à ce type de température qu'une seule batterie. Rappelons d'ailleurs que tous les types de chimie de batterie ne réagissent pas de la même façon au froid. La chimie LFP (lithium fer

phosphate), qui devient de plus en plus populaire pour ses coûts et sa stabilité, perd plus d'efficacité que la NMC (nickel manganèse cobalt) lorsqu'il fait froid. Renault Twingo, MG4/MG4 Urban, Citroën e-C3, Tesla Model 3... tous ces modèles ont des batteries LFP.

La canicule affecte les voitures hybrides

Le refroidissement par climatisation de l'habitacle et la gestion de la température moteur/batterie pompent de l'énergie et dégradent les performances des deux types de véhicules. Paradoxalement, ce seraient les hybrides qui subissent le plus la chaleur (35°C pour le test) mais l'écart mesuré avec les électriques est trop faible

pour être significatif.

- Les véhicules hybrides subissent une baisse de 12 % de leur consommation de carburant (miles par gallon, MPG).
- Les véhicules électriques affichent une réduction de 10,4 % de leur efficacité (MPGe, miles par gallon d'essence équivalent) et une perte de 8,5 % d'autonomie par rapport à une température modérée (24°C).
- Les coûts d'utilisation des véhicules hybrides ont augmenté de 13,02 \$ par 1 000 miles (1 600 km).
- Pour les véhicules électriques utilisant une borne de recharge à domicile, les coûts d'utilisation ont augmenté de 6,78 \$ par 1 000 miles (1 600 km), tandis que les coûts de recharge sur bornes publiques ont grimpé de 16,25 \$ par 1 000 miles (1 600 km).

Remarquez au passage les coûts d'usage qui explosent dès qu'on utilise des bornes publiques, par temps froid comme chaud ! En tout cas, les hybrides continuent de séduire aux Etats-Unis. A la question « pourquoi préférez-vous acheter une hybride plutôt qu'une électrique », les sondés ont répondu en tête « plus adapté aux longues distances » et « ne serait pas inquiet de vider la batterie » ou de dépendre du réseau de bornes. Les clichés ont encore la vie dure sur la voiture électrique en longue distance, même si en Europe, ce type de déplacement ne pose plus aucun problème à l'exception de certaines régions.

FORD FIESTA

elle va bien faire son retour, mais quand ?

Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. En juillet 2023, Ford stoppe la production de la Ford Fiesta, la décision est à l'époque irrévocable. La citadine star qui pourtant fit parfaitement office d'entrée de gamme sur 7 générations depuis 1976 est bel et bien enterrée. Mais comme il ne faut dire jamais et surtout que sur le marché européen une citadine désormais électrique est devenue incontournable, la Fiesta est revenue à l'ordre du jour. Renault y sera pour beaucoup. Il arrive parfois que dans les gammes des constructeurs automobiles il y ait des trous dans la raquette. Ce fut par exemple le cas chez Renault entre le départ en retraite de la Safrane, en 2000 et l'arrivée de sa remplaçante, la Vel Satis, en 2002. Un manque préjudiciable pour la clientèle qui n'y trouvant plus son compte va chercher son bonheur à la concurrence. Toutefois, il reste très rare que ce genre d'impair ait lieu sur des modèles cruciaux à l'image de berlines citadines polyvalentes. Pour rester dans l'univers de Renault, depuis le lancement de la 4CV en 1946 jusqu'aux Clio 6 et Renault 5 E-Tech actuelle l'offre du constructeur n'a jamais fait défaut à ce niveau de gamme.

Coup d'arrêt pour la Fiesta en 2023

Pourtant, chez Ford la production de la Fiesta, débutée en 1976 cessa le



7 juillet 2023. Faute de citadine star dont la carrière à succès s'est étalée sur sept générations, l'entrée de gamme est, depuis près de trois ans, confiée par intérim au SUV urbain Ford Puma. Ce dernier a tout de même pris la précaution de jouer une double partition thermique et électrique. Depuis Ford a changé d'avis et si l'on peut dire, la page n'est pas tournée définitivement pour la Fiesta qui sera de retour mais pas avant 2029. Car elle reviendra, oui mais en mode 100% électrique. La marque à l'ovale bleu avait dans un premier temps envisagé de s'allier avec Volkswagen pour bâtir sa future citadine en profitant opportunément de la base technique MEB+ servant aussi bien la Cupra Raval que la Volkswagen ID.2. Une hypothèse qui tenait d'autant plus la corde qu'à l'étage supé-

rieur, les Ford Explorer et Ford Capri reposent déjà tous deux sur la base MEB du groupe VW, celle des SUV ID.4 et ID.5. La synergie aurait donc pu parfaitement opérer un cran plus bas.

Un retour de la Fiesta grâce à Renault

Enfin pour la Fiesta branchée, Ford n'est pas allé toquer à la porte de VW mais plutôt à celle de Renault. Le losange lui prêtera la base de la Renault 5 E-Tech et surtout toute l'infrastructure industrielle pour la produire, Ford ne pouvant plus compter sur son usine historique de Cologne en Allemagne qui a été réemployée pour produire le Ford Explorer. La R5 sert déjà de matrice à la dernière mouture de la Nissan Micra lui permettant de passer à l'électrique



sur le marché européen. Une stratégie qui sera sensiblement la même pour la Ford Fiesta. Question style, la marque a précisé que l'inspiration viendrait de l'univers du rallye, une discipline où les versions WRC de la Fiesta ont souvent brillé.

Une future Ford Fiesta EV ST ou RS ?

Mais à ce stade, Ford n'a pas encore décidé si cette Fiesta sur prise portera le badge ST, RS ou bien une tout autre dénomination précisant cette fois la présence d'une mécanique électrique sous le capot. Ce qui n'empêche pas la marque de faire d'ores et déjà campagne autour d'une « série performante » indispen-

sable pour l'image et rattachant ainsi les futurs modèles électriques à la longue tradition sportive de la marque.

Des sources proches du dossier ont également indiqué un toucher de route dynamique et la volonté de livrer un véhicule offrant des sensations. C'est là que l'on pense bien évidemment à la jumelle en survêtement de la Renault 5, l'Alpine A290 dont la philosophie semble très proche de celle souhaitée par la future Fiesta. Jusqu'ou iront les synergies ? Affaire à suivre. Enfin, ne perdons pas de vue que la Ford Fiesta sportive entrera en lice face à sa compatriote Volkswagen ID.Polo GTI.

Mots fléchés

Filament blanc		Rétribution journalistique (à la)		Maison de maître paysanne		Braille-ment		Frère et époux d'Isis		Faction		Turc	
Soldats		Nul ne l'ignore		Bruit saccadé des premières voitures				Titre musulman				Auteur de rumeurs	
										Affluent de la Garonne			
										Petits passereaux			
Compartiments dans un théâtre						Reproduisant							
Formule de salutation						Défunte							
					Incomplètement chargé pour un navire		Jadis la Perse					Petit baudet	
							Petit tour						
Flagorneur		Surface agricole	Avilir								Américium		
			Fixèrent								Petit nom de Trouvetou		
								Parapha					
								Elles ne font pas le printemps					
Affluent de la Garonne							Épouse de Zeus		Lumière en tube				
Grande voie									Rouge anglais				
						Commune de la Thiérache							Belle plante
Nourrisson		Sur le fronton de nos mairies			Créateur					Divaguent	Chef éthiopien	Cervidé	
					Érodé								
				Se jette dans l'océan Arctique			Userez par frottement						
Secouée		Fleuve de Suède								Ronchonna			
		Habitantes d'un pays européen								Il fut transformé en un amas d'étoiles			
						Prénom féminin	Tergal						
Pour relier			Dépôts de terre		Affluent du Rhône						Néon		
Geste de scout					Sucre simple						Mal d'oreille		
	Jet						Prénom de Ventura					Nationalisé	
	Harassée												
	Confirmation						Poisson d'eau douce						Affichés
Urinés							Dedans			Fin de messe			
Inventée							Soutien			Un plan d'urgence			
						Affluent de la Sarthe	Champion			Retirât			
							Séraphin			Grand-père			
Emmagasinai													
Journal britannique								Avança l'argent					
			Nazi	Pluies soudaines								Pronom personnel	
				Titane								No Trump	
Ruine								Imagine					
Vieux monsieur													
								Phalanges					

Taux de réussite de 65,19% à l'examen du BEM

Le taux national de réussite à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, a atteint 65,19%, a indiqué dimanche le ministère de l'Éducation nationale dans un communiqué. Le nombre de candidats scolaires admis s'élève à 559.214, tandis que 2142 candidats libres ont réussi cet examen qui s'est déroulé du 19 au 21 mai. Pour rappel, 877.035 candidats ont passé les épreuves du BEM à l'échelle nationale.



MINISTÈRE DU TRAVAIL

La journée du 1^{er} Moharam chômée et payée

La journée du 1er Moharam annonçant la nouvelle année de l'Hégire 1447, sera chômée et payée, indique, dimanche, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la Direction générale de la Fonction publique dans un communiqué conjoint.

"A l'occasion du nouvel an de l'Hégire et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du 1er Moharam 1448 de l'Hégire est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué. Toutefois, "les institutions, administrations publiques, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Examen des moyens de renforcer la coordination pour développer la production nationale

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et le ministre de l'Industrie pharmaceutique, respectivement MM. Kamel Rezig et Ouacim Kouidri, ont coprésidé, dimanche à Alger, une réunion de travail et de coordination consacrée à l'examen des moyens de renforcement de la coordination et de la concertation entre les deux secteurs autour des questions d'intérêt commun, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

La réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence des cadres des deux secteurs, s'inscrit dans le cadre des efforts visant le renforcement de l'intégration entre les différents secteurs économiques et l'appui du processus de développement de la production nationale, précise le communiqué.

ANP

Sortie de six promotions de l'ESDAT

Le commandant des Forces de défense aérienne du territoire, le général-major Abdelaziz Haouam, a présidé, dimanche, la cérémonie de sortie de six promotions à l'École supérieure de défense aérienne du territoire (ESDAT) Chahid Ali-Chabati, relevant de la 1^{re} Région militaire. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités militaires et civiles ainsi que de la famille du défunt moudjahid, le lieutenant-colonel Bouraghda Mustapha, dont le nom a été attribué aux promotions sortantes. Les promotions concernées sont la 34^e promotion des cours de commandement et d'état-major, la 52^e promotion des cours de perfectionnement des officiers, la 17^e promotion des cours d'application, la 14^e promotion de formation d'ingénieurs, la 13^e promotion de formation de licence, ainsi que la 21^e promotion de contrôleurs de la circulation aérienne relevant de l'Établissement national de la navigation aérienne du ministère de l'Intérieur, des Collectivités

locales et des Transports.

Le commandant des Forces de défense aérienne du territoire a entamé la cérémonie par le salut du drapeau national et l'inspection des carrés des promotions sortantes. Le commandant de l'école a ensuite prononcé une allocution dans laquelle il a évoqué les fondements des programmes de formation suivis par les diplômés, saluant les efforts consentis par les cadres et les enseignants de l'école tout au long du cursus. Il a également exhorté les diplômés à faire preuve du plus haut degré de discipline, d'esprit de responsabilité et d'amour de la patrie, les appelant à déployer tous leurs efforts dans l'accomplissement de leurs nobles missions pour défendre l'intégrité de la nation et protéger son espace aérien. Après la prestation de serment des diplômés, les grades ont été remis et les attestations décernées aux majors de promotion. Le général-major Abdelaziz Haouam a ensuite donné son approbation à la dénomi-

nation des promotions sortantes du nom du défunt moudjahid, le lieutenant-colonel Bouraghda Mustapha.

La cérémonie s'est poursuivie par un défilé militaire exécuté par les différentes formations des promotions sortantes, marqué par une parfaite coordination et une grande harmonie.

Par la suite, le commandant des Forces de défense aérienne du territoire, accompagné des invités, a inspecté les équipements pédagogiques de l'école, notamment les stations radar, les simulateurs de systèmes d'armes ainsi que les infrastructures pédagogiques assurant une formation spécialisée dans le domaine de la défense aérienne du territoire.

Au terme de la cérémonie, la famille du défunt moudjahid Bouraghda Mustapha a été honorée, avant la signature du livre d'or de l'école par le commandant des Forces de défense aérienne du territoire.

APS

MODÈLE NATIONAL DE CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE

Arkab et Adjal président une réunion de coordination

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, ont présidé, dimanche à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'examen et au débat du dossier du modèle national de consommation de l'énergie, a indiqué un communiqué du

ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Tenue au siège du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, en présence de cadres des deux secteurs, cette réunion a porté sur l'examen et le débat du dossier du modèle national de consommation de l'énergie, étant "un outil stratégique" pour évaluer l'évolution de la demande na-

tionale en énergie et en explorer les perspectives futures, de manière à "contribuer au renforcement de l'efficacité des politiques publiques relatives à l'énergie et à la rationalisation de sa consommation", lit-on dans le communiqué. La rencontre a permis d'échanger les vues sur les voies à même d'améliorer les

indicateurs d'efficacité énergétique et de garantir une utilisation optimale des ressources énergétiques nationales, conformément aux exigences du développement socioéconomique durable, tout en contribuant au renforcement de la sécurité énergétique à moyen et à long termes, conclut le communiqué.

APS

COOPÉRATION

Le ministre de la Santé reçoit la directrice du CIRC

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu la directrice du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Elizabeth Weiderpass, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'est déroulée samedi en marge de la Conférence internationale dédiée à la recherche sur le cancer, organisée par la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer à Alger, en présence du président de la commission, Adda Bounedjar, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de cadres de l'administration centrale, précise la même source.

A l'entame de la rencontre, le ministre a salué le rôle du CIRC, dans le soutien des efforts internationaux visant à lutter contre le cancer, à renforcer la recherche scientifique et à développer les connaissances liées à la prévention, au diagnostic et au traitement.

Il a également passé en revue l'état du système de santé national et les réformes que connaît le secteur, notamment dans le domaine de la modernisation des systèmes d'information de santé et le développement de la numérisation, soulignant "l'im-

portance de généraliser le dossier médical électronique et de l'identifiant national de santé, pour fournir des données médicales fiables permettant de soutenir la prise de décision, de contribuer au développement de la recherche scientifique et clinique et d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients".

Dans ce contexte, M. Ait Messaoudene a précisé que les recherches scientifiques et cliniques constituent "l'un des axes essentiels de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer pour la période de 2025-2035, en raison de leur rôle dans l'amélioration des méthodes de diagnostic, de traitement et d'évaluation des programmes de santé".

Il a également mis en avant le "rôle pivot" de la santé de proximité dans le domaine de la prévention et du dépistage précoce des maladies, notamment le cancer, à travers "le renforcement des services de soins de santé primaires et l'intensification des campagnes d'information, de sensibilisation et de dépistage précoce, ce qui permet un diagnostic aux premiers stades de la maladie et augmente les chances de guérison".

A cet égard, les deux parties ont évoqué "les moyens de renforcer les domaines de la recherche clinique, de développer les registres du cancer et d'élaborer une feuille de route pour le dépistage précoce et la vaccination contre le papillomavirus

humain (HPV), que l'Algérie entamera au cours de l'année 2026-2027". Elles ont également examiné les perspectives d'adhésion de l'Algérie au CIRC "afin de soutenir l'échange d'expertises et d'expériences scientifiques".

De son côté, Mme Weiderpass a salué les efforts consentis par l'Algérie pour développer son système de santé, notamment dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé de proximité, soulignant "l'importance de poursuivre l'investissement dans les programmes de dépistage précoce, de sensibilisation sanitaire et de recherche scientifique".

Elle a réaffirmé, à ce propos, "la disponibilité du CIRC à accompagner l'Algérie, à travers un soutien scientifique et méthodologique, le renforcement de la formation au profit des jeunes chercheurs, ainsi que le développement de la coopération en matière de recherche et des partenariats internationaux".

Au terme de la rencontre, les deux parties ont réitéré "leur volonté de renforcer la coopération et de tirer profit de l'expertise du CIRC, de manière à contribuer au développement des mécanismes de prévention et de prise en charge, et à soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine de la lutte contre le cancer", selon le communiqué du ministère de la Santé.

APS